

Penser la défaite et défendre la Commune dans le Poitou de mars 1871

« La Province », un manuscrit inédit d'André Léo

Gilles Malandain

Spécialiste d'histoire politique et culturelle de la France, Gilles Malandain travaille en particulier sur les violences politiques au XIX<sup>e</sup> siècle. Il est actuellement maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Poitiers et fait partie du comité de rédaction de la *Revue d'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle*.

Jean-Pierre Bonnet

Jean-Pierre Bonnet est ancien bibliothécaire à l'université de Poitiers et membre actif de l'Association André Léo (<http://andreleo.com/>).

André Léo, guerre de 1870, Commune de Paris, Témoignage

Testimony, insurrection, 19th-century history, war

## Présentation

André Léo – née Léodile Béra en 1824 – est l'une de ces nombreuses figures féminines et féministes du XIX<sup>e</sup> siècle longtemps oubliées, sinon occultées, et redécouvertes, dans le sillage du développement de l'« histoire des femmes », depuis les années 1970 et 1980. Reconnue aujourd'hui comme écrivain, principalement romancière<sup>1</sup>, comparée en son temps à George Sand, elle fut aussi une essayiste et une journaliste engagée dans les combats politiques du second XIX<sup>e</sup> siècle, avec la Commune de 1871 en point d'orgue. Elle avait d'abord suivi en exil (de 1851 à 1861) puis épousé un militant socialiste, Grégoire Champseix, mort dès 1863. Installée à Paris, elle devient alors une figure de l'opposition de gauche, voire de l'extrême-gauche, à la fin du Second Empire et pendant le siège de 1870, avant de rallier la cause de l'insurrection du 18 mars et d'échapper de justesse à la répression qui y mit fin. Un nouvel exil de longue durée lui fait perdre alors rapidement le capital de notoriété et de reconnaissance acquis dans les années 1860, puis dangereusement investi dans les luttes politiques. Malgré un retour progressif en France à partir de 1881, elle subit l'isolement et l'oubli, tout en continuant à écrire jusqu'au terme de sa vie en 1900<sup>2</sup>. Il faut attendre près d'un siècle pour voir exhumer son œuvre, abondante et variée, et retracer le parcours à bien des égards passionnant de cette militante du progrès social, indissociable à ses yeux de l'émancipation des femmes<sup>3</sup>.

Cette redécouverte d'André Léo a été d'abord l'œuvre de chercheuses et de chercheurs, spécialistes de littérature ou d'histoire sociale, mais elle s'est aussi ancrée dans l'action d'associations et d'éditeurs implantés dans le département de la Vienne, d'où l'écrivain était originaire. Bien qu'elle ait plus vécu en Suisse et en Italie, ainsi qu'à Paris, que dans le Poitou, quitté à l'âge de 27 ans, elle y a fait de réguliers retours jusqu'à la fin de sa vie, et c'est bien dans cette région que sa mémoire est aujourd'hui le plus célébrée. Elle l'est

---

<sup>1</sup> Trois romans récemment réédités : *Un mariage scandaleux* (1862), *Marianne* (1876), et *Aline-Ali* (1868).

<sup>2</sup> André Léo, *Coupons le câble !*, Paris, Dittmar, 2012 (1899).

<sup>3</sup> L'entreprise de réédition des textes d'André Léo débute avec celle de son maître essai, *La Femme et les mœurs : monarchie ou liberté*, éd. M. Biarnais, Tusson (Charente), éd. du Lérot, 1990 (1869). La biographie de référence est due à Alain Dalotel, *André Léo (1824-1900). La Junon de la Commune*, Chauvigny (Vienne), APC, 2004. Consulter également le site de l'Association André Léo : [www.andreleo.com](http://www.andreleo.com).

notamment à l'université de Poitiers, où la rencontre a pu se faire entre historiens de métier et « entrepreneurs de mémoire » locaux : un récent volume collectif rend bien compte de cette synergie et offre un bon panorama des connaissances et des réflexions sur cette remarquable (et complexe) « actrice de l'histoire »<sup>4</sup>.

### Au cœur de « l'année terrible »

Mais le dernier mot de l'andréologie n'est pas encore dit. Certes, la majeure partie de l'œuvre littéraire mais aussi de la production journalistique de notre auteure est aujourd'hui repérée, connue, parfois même rééditée, mais il demeure des zones d'incertitude et de l'inédit à retrouver. En témoigne notamment « la Province », le manuscrit que nous proposons ici à la lecture. Ce document se trouve dans le fonds Descaves de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, bien connu des spécialistes (il contient d'ailleurs de nombreux documents originaux concernant André Léo), et désormais accessible en ligne<sup>5</sup>. Mais son contenu, à l'état de brouillon et fort difficile à déchiffrer et à reconstituer, restait largement inconnu. Il a fallu le travail minutieux de Jean-Pierre Bonnet, ancien bibliothécaire du riche Fonds ancien de la Bibliothèque universitaire de Poitiers, pour le transcrire et le mettre en forme, dans le respect scrupuleux du travail originel de l'auteure, travail de montage qui pour être sans doute inachevé n'en vise pas moins manifestement à produire un texte cohérent et significatif. Sans qu'on sache précisément à quel moment elle établit ce manuscrit (sans doute dès avril-mai 1871), André Léo écrit toujours pour être lue, et elle reprend d'ailleurs par endroits des passages d'articles effectivement publiés sous son nom – mais dans des conditions peu satisfaisantes – dans un journal parisien, *Le National*, entre le 27 février et le 19 mars 1871.

De quoi s'agit-il ? Engagée dans le mouvement socialiste internationaliste, aux côtés notamment de Benoît Malon ou de Louise Michel, André Léo a vécu activement le douloureux siège de Paris entre septembre 1870 et janvier/février 1871<sup>6</sup>. Bien que profondément pacifiste, elle a adhéré sans réserve à l'effort patriotique voulu par les républicains les plus ardents au lendemain de la déroute de Sedan, quand le territoire national est envahi par les troupes allemandes. Elle a fait partie de ces nombreux Parisiens déterminés à résister coûte que coûte, à retrouver l'esprit et l'enthousiasme de 1792, et à enraciner la nouvelle République – qu'elle espère démocratique et sociale – dans une formidable victoire populaire sur le régime autoritaire incarné par le roi de Prusse et son chancelier. De fait, malgré le scepticisme de plus en plus manifeste de la plupart des responsables politiques et militaires, le « gouvernement de la défense nationale », formé le 4 septembre 1870, doit poursuivre la guerre en défendant la capitale, encerclée mais protégée par les fortifications construites trente ans plus tôt, et en envoyant Léon Gambetta ranimer le combat en province, notamment dans la zone de front, entre la Loire et la Seine. Ainsi, durant l'automne et le début de l'hiver, des troupes rescapées de la débâcle ou formées à la hâte continuent à se battre contre les armées allemandes, avec une incontestable vaillance mais sans succès significatif. Finalement, fin janvier 1871, passant outre la pression de l'opinion parisienne comme l'avis de Gambetta, le gouvernement impose l'armistice et engage les négociations avec Bismarck. L'annonce de cette capitulation provoque un grand soulagement, mais aussi une profonde amertume, en particulier dans ce peuple de Paris qui s'estime trahi et bafoué par

---

<sup>4</sup> Frédéric Chauvaud, François Dubasque, Pierre Rossignol et Louis Vibrac (dir.), *Les Vies d'André Léo. Romancière, féministe, communarde*, Rennes, PUR, 2015.

<sup>5</sup> Archives Lucien Descaves, 666, Institut international d'histoire sociale (IIHS), Amsterdam.

<sup>6</sup> On se reportera utilement au volume collectif dirigé par Gérard Gâcon et Claude Latta (dir.), *Les Républicains et la guerre de 1870-1871*, Lyon, Amis de Benoît Malon / J. André Editeur, 2014, en particulier à la contribution de Claude Latta, « De Paris à Bordeaux, Benoît Malon pendant la guerre de 1870-1871 », p. 163-179.

cette reddition. La vague monarchiste qui a remporté les élections législatives organisées en toute hâte le 8 février pour doter la France d'un gouvernement légal, n'a pu qu'exacerber l'inquiétude parisienne – partagée dans d'autres grandes villes républicaines, notamment dans le Midi – et donner le sentiment d'un pays tragiquement clivé par la guerre et par les perspectives politiques qu'elle a ouvertes.

Benoît Malon, élu député de Paris le 8 février, part pour Bordeaux, où la nouvelle assemblée se réunit. Sans doute exténuée par les mois de tension et d'action qu'elle vient de vivre, et à la faveur du moment de flottement et de calme (qu'on peut dire rétrospectivement précaire) que connaît Paris en ce mois de février 1871, André Léo décide alors d'accepter l'invitation d'amis proches à aller se reposer dans le Tarn. Dès que la levée du siège et le lent rétablissement des circulations le permettent, le 18 février, elle quitte la capitale avec ses fils, André et Léo Champseix, tous deux âgés de 17 ans. Non sans mal, le trio gagne en train le Poitou, où il s'arrête pour des visites familiales et amicales. Parce qu'elle veut prendre le temps de s'employer à contrecarrer les rumeurs hostiles à Paris et plus largement le discours conservateur dont elle constate la pénétration dans sa région natale, l'écrivain renonce finalement à aller au bout de son voyage. Elle réside vraisemblablement, pendant cinq à six semaines, surtout chez sa cousine Emma Darbez, à Lhonnaizé, au sud-est de Poitiers, d'où elle se déplace à plusieurs reprises, notamment pour donner des conférences sur le siège de Paris dans plusieurs villes de la région, jusque dans la Creuse<sup>7</sup>. Le déclenchement de l'insurrection parisienne, le 18 mars, la retient encore – alors que ses fils repartent, eux, pour le Sud-Ouest – et la pousse finalement à faire le choix étonnant, courageux, et fatidique, de revenir à son point de départ pour participer à l'aventure communarde. Elle débarque à Paris au moment même (2-3 avril) où les premiers affrontements entre les « fédérés » et l'armée « versaillaise » engagent une implacable guerre civile.

C'est ce voyage et ce séjour entre Poitou et Limousin, du 18 février au 3 avril 1871, que relate « La Province ». Mais il ne faut pas s'attendre à un récit parfaitement linéaire ou à un journal intime : on n'est pas ici dans l'introspection ni dans la confession – sinon dans quelques passages où André Léo exprime son sentiment, en particulier sa profonde affection pour le peuple de Paris. L'auteure est une femme de raison, elle ne cultive aucun égotisme, ne s'épanche guère, ignore la nostalgie, mais donne plutôt le sentiment de se consacrer entièrement à la cause qu'elle défend, dans l'urgence de saisir, de comprendre, d'analyser la situation, et de lutter par le verbe contre des idées qu'elle juge fausses et même scandaleuses. On rappellera qu'André Léo n'a d'ailleurs, étonnamment, jamais rédigé de Mémoires ni aucune sorte d'autobiographie, même dans ses longues années d'exil qui auraient pu l'y pousser. Il faut se tourner plutôt vers ses romans pour retrouver des souvenirs de sa jeunesse disséminés et sublimés dans un cadre fictionnel. En revanche, les événements si imprévisibles de l'« année terrible », dès l'été 1870, la mobilisent intensément et la conduisent à écrire sur un mode qui ne lui est pas coutumier<sup>8</sup>. Impliquée dans ce qui se passe à Paris en août-septembre 1870, puis pendant le siège, elle enregistre ainsi des « notes » ou des « impressions », comme elle le fait ensuite dans « la Province ». Au mois d'avril et de mai 1871, elle poursuit d'une certaine façon ce travail à travers les articles qu'elle rédige pour le quotidien communard *La Sociale*, mêlant réflexion politique (résolument engagée dans la lutte contre le pouvoir versaillais) et littérature de témoignage<sup>9</sup>. Le cycle s'achèvera avec le discours *La Guerre sociale*, vibrante dénonciation du massacre des communards, prononcée à

---

<sup>7</sup> Un écho de ces conférences se trouve dans une lettre de Caroline de Barrau de Muratel (du Tarn) à André Léo, 24 février 1871, p. 3, IHS Fonds Descaves 478.

<sup>8</sup> Outre A. Dalotel, *op. cit.*, voir Alice Primi, « L'été où la révolution échoua. Le regard d'André Léo sur le début de la guerre de 1870 », dans *Les Républicains et la guerre de 1870-1871, op. cit.*, p. 181-188.

<sup>9</sup> Charlotte Cosset et Gilles Malandain, « André Léo journaliste. Engagement et témoignage (1866-1871) », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 132, 2016.

grand peine le 26 septembre 1871 à Lausanne au cours d'un « congrès de la paix » qui ne souhaitait pas l'entendre<sup>10</sup>. Pendant plus d'un an, happée par l'histoire en train de se faire, engagée corps et âme dans l'action pour que la chute du Second Empire permette l'instauration d'une « République des travailleurs »<sup>11</sup>, André Léo n'aura eu de cesse de réfléchir, mais aussi de témoigner et presque d'enquêter sur la succession d'événements éprouvants qu'elle vit alors.

## Témoignage et engagement : l'histoire des vaincus

« La Province » atteste cette disposition d'esprit car ce texte – d'abord rédigé, redisons-le, pour paraître sous forme de lettres successives dans un journal parisien, qui les place sous le titre générique « À travers les départements » – révèle avant tout une volonté d'information sur l'opinion publique dans les régions que traverse et où séjourne André Léo, une opinion réputée défaitiste et hostile à la République telle que la conçoivent, en majorité, les Parisiens. Se faisant *reporter* avant la lettre, notre voyageuse relate littéralement les propos tenus lors de diverses conversations, qu'elle s'efforce de situer précisément (tout en regrettant parfois d'avoir oublié des détails), loin de se contenter d'impressions générales et de considérations schématiques. En résulte un texte un peu chaotique mais très vivant, et vibrant, car il s'agit de penser sans attendre une défaite douloureuse, mais aussi « étrange » à bien des égards : pourquoi la « nation en armes » n'a-t-elle pu, cette fois, renverser le cours de la guerre et faire triompher sa juste cause ? Pour le comprendre, André Léo privilégie la parole des soldats qu'elle rencontre partout, à mesure que l'armée de la Loire se replie et se débande. Tous ces hommes fourbus accusent lourdement l'incurie et la médiocrité de leurs chefs. Le désastre doit être imputé à la défaillance flagrante du commandement, des officiers en général, et plus largement encore des élites conservatrices (bonapartistes ou monarchistes), essentiellement soucieuses de contenir les conséquences sociopolitiques de la guerre. Ici, bien sûr, l'enquête d'André Léo rejoint sa conviction profonde, étaye l'indignation ressentie depuis l'automne devant le comportement « capitulard » des dirigeants de la République improvisée (Gambetta et ses fidèles excepté, bien sûr) et de nombre d'officiers supérieurs – dont le maréchal Bazaine reste l'exemple le plus honni. Relayant l'opinion méconnue des sans-grades ainsi que celle de « ruraux » peu causants, le témoignage permet de « sauver » le peuple dont le patriotisme a été si mal employé. Enquête à charge, sans doute, pointe de « complotisme » parfois, mais on ne peut faire grief à André Léo d'avoir un point de vue, assumé et argumenté – qui fait de la lutte des classes un levier décisif de l'histoire –, ni lui reprocher de manquer de sincérité, de probité et de finesse dans son raisonnement.

On pourra donc apprécier la richesse de ce document au regard d'une histoire plus générale de la guerre de 1870-1871 et de sa mémoire. S'il a longtemps fait figure de « guerre oubliée », en particulier après la Grande Guerre, le conflit « franco-prussien » a retrouvé des historiens depuis la fin des années 1980, et fait toujours l'objet de questionnements variés<sup>12</sup>. Le renouveau d'intérêt pour l'événement a procédé d'un plus ample mouvement historiographique – à l'image de l'approche de la Première Guerre mondiale – tendant à substituer à l'histoire militaire traditionnelle une approche plus globale et anthropologique des sociétés en guerre<sup>13</sup>. Cela a conduit à diversifier les sources d'information, à s'interroger sur

---

<sup>10</sup> André Léo, *La Guerre sociale*, présenté par Michelle Perrot, Paris, Le Passager clandestin, 2011 (1871).

<sup>11</sup> La République des travailleurs est le titre d'un journal dont André Léo est l'une des animatrices, entre le 10 janvier et le 4 février 1871, date de parution du sixième et dernier numéro, où elle signe un article intitulé « Non, tout n'est pas fini ».

<sup>12</sup> En témoigne notamment le colloque « La guerre franco-prussienne entre l'oubli national et les mémoires régionales (1871-2016) » à l'université d'Orléans les 6 et 7 juin 2016.

<sup>13</sup> Témoin de ce basculement, l'étude de Stéphane Audoin-Rouzeau, *1870, la France dans la guerre*, Paris, Armand Colin, 1989. Pour une approche plus classique et très complète, François Roth, *La guerre de 1870*, Paris, Fayard, 1990. Pour l'histoire militaire, on pourra aussi se reporter à Jean-Paul Bertaud et William Serman,

le point de vue des simples combattants<sup>14</sup> (et non pas seulement de leurs chefs et des « décideurs ») ou encore sur celui de l'« arrière » et des civils, parfois confrontés très directement à la violence de guerre ou du moins à la violence d'occupation menant à des formes diverses d'accommodement avec l'envahisseur<sup>15</sup>. Sans bien sûr perdre son intérêt, l'histoire classique, politico-diplomatico-militaire, du conflit, n'est plus jugée aujourd'hui suffisante. En contrepoint d'un récit écrit « d'en haut », qui est aussi l'histoire « des vainqueurs » (fussent-ils militairement vaincus), la prise en compte de témoignages longtemps délaissés permet de mieux saisir les diverses expériences de la guerre, la variété et la complexité des mouvements d'opinion qu'elle entraîne, souvent gommées par la mémoire dominante, qui s'impose notamment après la Commune<sup>16</sup>. Nul doute que les notes d'André Léo ne soient de nature à documenter ainsi une « contre-histoire » de la guerre de 1870 « vue d'en bas ».

Sans approfondir davantage ici l'analyse d'un texte aussi riche, soulignons encore rapidement ce qui en fait l'intérêt singulier. D'une part, le moment : cet entre-deux de la chronologie de l'« année terrible », entre l'armistice et la Commune, période de désarroi et d'incertitude, où la France bascule de la guerre perdue contre les Allemands (sur le sol français) à la guerre civile, c'est-à-dire de la guerre pour Paris à la guerre contre Paris. La plupart des témoignages aujourd'hui accessibles portent soit sur la guerre elle-même, et sur les sièges de Paris ou d'autres villes, soit sur la Commune ; plus rares sont ceux qui mettent en lumière la période intermédiaire, et les enjeux d'histoire immédiate qui contribuent alors à attiser le feu fratricide. D'autre part, et de plus, dans « La Province », André Léo incarne au plus haut point un entre-deux géographique, et surtout identitaire, entre la capitale et la province, et entre la ville et la campagne. Déchirée autant que désolée par l'incompréhension mutuelle qu'elle constate, elle n'a de cesse de tenter de conjurer et de contrecarrer la grande discordance de deux mondes que l'on dit plus que jamais inconciliables. Elle tient bien sûr ce fossé pour un artifice politique, un piège fatal visant à diviser le prolétariat, le « peuple » français, ouvrier et paysan, pour assurer le triomphe du conservatisme. Elle se fait donc médiatrice, défendant ardemment la cause et l'« image » des Parisiens indociles auprès des provinciaux, mais soucieuse aussi d'infléchir le regard hostile que portent nombre de militants de gauche sur les travailleurs des champs. À cet égard, on perçoit à travers ces lignes des accents qui préfigurent le discours que développera Gambetta après la Commune, appelant les

---

*Nouvelle histoire militaire de la France (1789-1919)*, Paris, Fayard, 1998, chap. XVI, ainsi qu'aux ouvrages récents (mais très traditionnels dans leur orientation) du colonel Henri Ortholan, notamment *L'Armée de la Loire 1870-1871*, Paris, B. Giovanangeli, 2005.

<sup>14</sup> Corinne Krouck, « Stratégies d'écriture et représentations de la guerre. L'exemple des combattants de 1870 », *Sociétés & Représentations*, n° 13, 2002, p. 165-178. Pour un panorama d'ensemble des témoignages civils et militaires, on se reportera notamment aux ouvrages de Jean-François Lecaillon, *Les Français et la guerre de 1870*, B. Giovanangeli, 2004, ou *Le Siège de Paris en 1870. Récits de témoins*, Paris, B. Giovanangeli, 2005. Signalons, parmi les publications les plus récentes, Claire Tissot (éd.), *Paris assiégé 1870-1871 : Correspondance Fouqué-Le Cœur*, préface de Laure Godineau, Paris, L'Harmattan, 2014, qui illustre bien l'antagonisme Paris-province ; ainsi que Sandra Chapelle et Odile Roynette, « Tuer le temps : le journal d'Auguste Castan pendant la guerre de 1870-1871 », *Revue d'histoire du XIXe siècle*, n° 51, 2015/2, p. 157-168.

<sup>15</sup> À ce sujet : Guillaume Parisot, « De la négociation comme instrument d'occupation pacifiée et d'exploitation économique efficace », dans Jean-François Chanet, Annie Crépin et Christian Windler (dir.), *Le Temps des hommes doubles. Les arrangements face à l'occupation, de la Révolution française à la guerre de 1870*, Rennes, PUR, 2013, p. 279-302.

<sup>16</sup> Sur la mémoire de la guerre, voir Jean-François Lecaillon, *Le Souvenir de 1870, histoire d'une mémoire*, Paris, B. Giovanangeli, 2011, ainsi que les travaux de Stéphane Tison, en dernier lieu son article « Une mémoire effacée ? L'armée de la Loire, Chanzy et les combats de 1870-1871 », dans Pierre Allorant et Noëlline Castagnez (dir.), *Mémoires des guerres : le Centre-Val de Loire de Jeanne d'Arc à Jean Zay*, Rennes, PUR, 2015, p. 55-72.

républicains à dépasser leurs préjugés pour mieux comprendre le point de vue des « ruraux » et se donner les moyens de conquérir leur suffrage afin de consolider la démocratie<sup>17</sup>.

Alliant observation et réflexion, les notes sur le vif d'André Léo plongent donc leur lecteur dans une France en pleine tourmente, où règnent à la fois le désordre et la discorde, bien loin des faux-semblants de la « fête impériale ». Elles donnent à comprendre, avec une évidente acuité, le ressentiment qui suit la débâcle, la rage des occasions manquées et de l'impuissance face au désastre. Elles se font finalement poignantes, quand survient la nécessité – en partie imprévue – de choisir un camp, d'affronter l'opinion dominante et d'épouser la cause de l'avenir en sacrifiant le présent.

## Principes de transcription

La pagination notée [01]-[16] est celle d'André Léo. Étant donné les nombreux ajouts, ratures, insertions que présente ce texte, les modifications non significatives ne sont pas signalées. Les abréviations (telle gt pour gouvernement ou Rép pour République) sont développées. L'orthographe de l'auteur a été respectée, en particulier l'absence de « t » à la fin de mots comme « ignorants » ou « divergents » ; de rares erreurs ont été corrigées lorsqu'il s'agissait à l'évidence de simples coquilles. Sauf exceptions, les hésitations de lecture ne sont pas explicitées : on a privilégié la lisibilité du texte. Toutefois, nous avons signalé quelques incertitudes par le signe [?], et quelques mots illisibles par < >. Un long passage rayé, et entièrement repris sous une autre forme, mais dont la teneur est sensiblement différente, et intéressante en cela, est reporté en annexe.

Rappelons enfin que le texte manuscrit est, on le verra, entremêlé d'extraits d'articles publiés sous la signature d'André Léo dans *Le National*, les 27 et 28 février, 1er, 6 et 19 mars 1871. Les quatre premiers articles sont numérotés respectivement III, II, IV et V (le dernier étant sans numéro ni date). Il y manque, comme André Léo le rappelle dans son article « Le complot monarchique en Province », dans *La Sociale* des 12 et 16 mai 1871, la première des lettres envoyées par elle, où elle évoque les tribulations d'un couple d'amis proches (les Kowalevsky) tentant d'entrer à Paris après la levée du siège.

## La Province

Après ces cinq mois de séparation<sup>18</sup>, prolongés de quinze jours de silence par les précautions de M. Jules Favre, c'était un voyage de découverte qu'on allait faire en province. D'après les dépêches tronquées et surfaites que le gouvernement du 4 Septembre avait fait servir à entretenir la patience des Parisiens, par le faux espoir d'une armée de secours, on était porté à croire que la province avait fait de grands efforts, et s'était montrée plus belliqueuse, plus active, plus républicaine enfin que Paris, grâce au patriotisme du peuple français, et à celui de M. Gambetta. On s'y rendait le cœur plein d'émotion, gros de tant de douleurs et de ressentiments, pressé de les épancher et d'apprendre par quelle fatalité une nation forte et vaillante, attaquée chez elle, n'avait pu se débarrasser de son ennemi.

C'était un voyage pénible et long. D'abord la vue des Prussiens ; ces forces étrangères, à casque pointu, appuyées sur de longues lances, entre lesquelles, à partir des fortifications, il fallait passer, et dont l'aspect soulevait tant de haine, et surtout tant d'amertume ; car ils pouvaient n'être pas vainqueurs ; ils auraient dû ne pas l'être ; et si détestés qu'ils fussent, on en voulait à d'autres plus qu'à eux ; puis, les formalités qu'il fallait subir, et d'interminables stations dues au bon plaisir de ces maîtres de nos voies et de nos gares. Que ce soit rupture

---

<sup>17</sup> Sur cette problématique, voir Chloé Gaboriaux, *La République en quête de citoyens*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

<sup>18</sup> C'est-à-dire depuis le début du siège de Paris le 19 septembre 1870 ; la reddition de Paris est signée le 28 janvier 1871, mais les allées et venues vers ou depuis Paris restent restreintes encore un certain temps.

des chemins, soit pour tout autre motif, la Touraine était interdite et il fallait pour arriver à Poitiers, où nous nous rendions, descendre jusque près de Limoges à Saint-Sulpice-Laurière. En tout autre temps, c'eût, même par cette voie, été un trajet de 15 à 16 heures. Il fallut deux jours et une nuit. C'est le 18 février que nous quittions ainsi Paris.

[ajout sur « paperole »<sup>19</sup>] Toujours comme pour la correspondance, on nous avait fait grand peur des difficultés opposées par les Prussiens au passage des voyageurs et de leurs bagages. Pas de journaux, pas de papiers, et surtout pas d'armes et rien qui puisse déceler que mes fils avaient fait partie de la garde nationale. Nous nous conformâmes à ces prescriptions, sauf que j'emportai, en les cachant soigneusement, des journaux et quelques papiers. Nous aurions pu emporter toute la collection des publications du siège, voire même quelques centaines de chassepots. On ne demanda pas les clefs de nos malles, on ne regarda pas sous les bancs, on ne nous fit pas descendre, à plus forte raison ne fûmes-nous pas fouillés, comme on nous en avait menacés. Ces Prussiens n'étaient pas conformes à leur réputation, et les surfaire en tout semblait du système.

[reprise du texte] La désorganisation dans les gares était complète : peu ou pas d'employés, pas de buffet, pas de bibliothèque, désordre et malpropreté. Au-dehors de la gare, seulement, se trouvaient des files de petites boutiques montées sur des tréteaux, et qui vendaient fort cher des choses détestables. Mais c'est seulement à partir de la gare d'Orléans, où nous pénétrâmes sur le territoire resté libre ; jusque-là nous n'étions guère sortis de l'état de siège et de Paris. On descendait < > aux stations occupées par les Prussiens ; on roulait lentement ; on n'entendait autour de nous parler que du siège, entre discoureurs qui épanchaient leurs plaintes et leurs colères ; point de la province. À Orléans, enfin, elle fit irruption et les informations s'échangèrent. Et dès les premiers mots, nous pûmes constater le même désenchantement, la même amertume, les mêmes souffrances, les mêmes fautes, s'il ne fallait pas dire, à quelques égards, les mêmes crimes.

Nous avions avec nous, entre autres, un ambulancier de l'armée de la Loire. Cet homme, propriétaire dans le pays, nous exprima très nettement, au sujet d'Aurelles de Paladines, le jugement le plus sévère. Il fuyait l'ennemi, nous disait-il, appuyant de faits circonstanciés cette opinion, qu'aucun livre écrit sur cette campagne ne produira certes sous cette forme rude et nette, mais qu'il nous affirmait être celle [02] du pays et de l'armée. C'est à la ... prudence, ou enfin à cette conduite, quelle qu'en fût le motif, des officiers et des généraux, qu'il attribuait le peu d'entrain des soldats et les paniques qui avaient eu lieu. J'entendis pour la première fois de la bouche de cet Orléanais, homme froid et simple, un jugement favorable à nos paysans. Jusque-là, depuis la reprise des communications, dans Paris, je n'avais entendu que citer quelques traits de leur égoïsme, de leur abandon de la cause patriotique, et ma conviction protestait ; car moi qui les connais pour avoir longtemps vécu au milieu d'eux, je sais ce qu'un intérêt, mêlé d'une religion, peut obtenir de ces hommes simples, ignorans et passionnés, mais entiers dans leur sentiment. Or quel intérêt plus évident que celui de défendre ses biens et sa vie ? quel sentiment plus accepté, plus incontestable que le culte de la patrie ? Avant information comme après, je n'avais pas craint pour ma part [?] de le dire : si de tels mobiles n'ont pas produit ce qu'on en devait attendre, c'est que des causes secrètes en ont combattu l'explosion au lieu de la seconder.

« – Quand les Prussiens approchèrent, me disait l'Orléanais, tout d'abord, nos paysans se levèrent. Et ce fut avec l'élan d'hommes qui sentent leur foyer en danger, élan si naturel en pareil cas à tout peuple, et auquel assurément le nôtre ne pouvait rester étranger. Qu'en des localités plus éloignées du théâtre de la guerre, ce sentiment ne se soit pas produit, c'est possible, cela doit être. Là, sans doute, il aurait eu besoin d'être excité, développé ; mais il ne le fut presque nulle part, et ici, voilà ce qui eut lieu :

---

<sup>19</sup> Mot emprunté aux descriptifs des manuscrits de Marcel Proust : ajouts de texte sur des bandes de papier collées sur la page du manuscrit, et dépassant de celle-ci.

« Nos paysans donc s'étaient levés. De tel village (Je regrette d'en avoir oublié le nom - NdA) où l'on ne comptait que 42 gardes nationaux, armés de fusils à piston, on vit partir 80 combattants, armés, les uns de canardières, les autres de fourches et de pioches. Et tambours battant, réunis à dix mille, ils repoussèrent 15 000 Prussiens, et les firent rétrograder jusqu'à Toury<sup>20</sup>.

« C'est alors que l'armée régulière entra en scène et bientôt après la bataille de Coulmiers, où il ne parut dit-on que pour ordonner la retraite, avec 80 000 hommes, d'Aurelles de Paladines, sans poursuivre ce succès, ne fit plus que reculer devant les Prussiens. Avec l'organisation militaire, tout dépend des chefs et de la confiance qu'ils inspirent. Ce furent les officiers qui, au milieu de la bataille, poussèrent le terrible cri de sauve qui peut, et alors, décimés par la mitraille, les soldats débandèrent et s'enfuirent perdus. J'ai vu les chemins jonchés de sacs, de chassepots. Ce furent les paysans qui allèrent les ramasser avec des charrettes et en enlevèrent ainsi la plupart aux Prussiens. Mais vous savez comment ceux-ci traitaient les paysans qui se mêlaient de la guerre. Ces braves gens subirent de terribles représailles, et dès lors se voyant abandonnés, et n'ayant plus confiance en l'armée, ils ne bougèrent plus, et ne voulurent plus se compromettre. » (Je reproduis ce récit dans la forme qu'il me fut fait, au milieu du bruit des conversations, non sans regret de n'avoir pas pris les indications de lieux et de personnes qui l'auraient rendu plus précis - NdA)

Quant aux élections, elles s'étaient faites là, comme elles se font partout, à l'aveugle. Et vraiment pour qui se rend compte de ce résultat forcé de l'ignorance des campagnes, rien n'est plus ridicule que les articles de journaux, et les considérations politiques de tout ordre qui se produisent au sujet des élections. Le paysan [03] ne sait absolument pas ce que signifie le nom qu'il choisit. Il ne sait pas davantage en quoi précisément consistent les différences entre la monarchie et la république ; il vote par complaisance, par vanité, ou par superstition, donnant la victoire à celui des partis qui peut faire agir le plus d'influences. Dans l'Orléanais, comme dans tous les départements occupés par les Prussiens, ce fut encore plus simple qu'à l'ordinaire, les routes étaient coupées ; les communications difficiles ; on n'avait pas dix jours. Les monarchistes sont riches ; les républicains en général sont pauvres. Ceux-là prirent des courriers ; ceux-ci confièrent leurs bulletins à la poste qui les remit trop tard ou ne les servit pas, à ce qu'on crut, par ordre. Aussi n'y eut-il guère qu'une liste et les abstentions furent énormes.

Tandis que nous roulions au milieu des plaines tristes de la Sologne, trois dames montèrent dans notre wagon. Nous apprîmes bientôt le but de leur voyage ; elles allaient à une station voisine recueillir des sommes afin de satisfaire à une réquisition de 150 000 F dont les Prussiens avaient frappé leur canton. 150 000 F ! Ces terres nues, ces champs désolés pleins de flaques d'eau, et ces paysans pâles et misérables qui çà et là le long de la voie semblaient protester lamentablement par leur seule apparence contre un chiffre si exorbitant.

Mais voilà ce qui était arrivé : des dragons prussiens s'étaient répandus dans le pays, maraudant, pillant, sabrant tout sur leur passage. Un soir, ils s'en revenaient, galopant sur cette même voie de chemin de fer, quand tout à coup, là, en face de ce village devant lequel nous passions — je reproduis le récit que nous faisaient des habitants du pays — les chevaux s'abattent, arrêtés par on ne sait quel obstacle, et les cavaliers sont désarçonnés. Au même instant, fondent sur eux les paysans embusqués, qui les étourdissent à coups de fourches et de fléaux, les désarment et les tuent. C'étaient les fils du télégraphe, tendus en travers de la voie, qui avaient arrêté les chevaux.

Telle a été la vraie guerre défensive et nationale, sûre, invincible parce qu'elle est toujours renaissante et que les moyens en sont innombrables, acharnés. Mais il eût fallu pour cela

---

<sup>20</sup> Le combat de Toury (Eure-et-Loir) a lieu le 5 octobre 1870 ; la « victoire de Coulmiers », à l'ouest d'Orléans, le 9 novembre.

encourager la guerre de partisans et enlever à l'élément militaire la direction des forces du pays. C'était ... révolutionnaire. Et comme la France avait un état-major incapable de la sauver, il fallut du moins qu'il la perdît.

Rien de plus funèbre que cette nuit de voyage, passée toute entière sur la route, de Vierzon à Saint-Sulpice-Laurière. Le train cheminait lentement, puis s'arrêtait pendant une demi-heure, trois quarts d'heure, une heure, où, pourquoi, l'on ne savait. On ne criait pas le nom des stations. Les gares, silencieuses, n'étaient pas même éclairées. On se demandait les uns aux autres : où sommes-nous ? – Qu'attendons-nous ? – Des trains, aussi sombres que le nôtre, nous croisaient parfois. On cherchait en vain un employé. Entendant un pas crier sur le sable, si l'on mettait la tête à la portière [:] – Monsieur, allons-nous repartir bientôt ? Quelle est cette station ? – Je ne le sais pas plus que vous. Je suis voyageur et je me promène pour me réchauffer et tuer le temps. – Vous ne voyez pas les hommes du train ? – Pas un seul. Je crois qu'il n'y en a pas. Et comme il faut autant qu'on peut s'égayer de ses ennuis, notre train fut nommé par nous le train fantôme.

Au jour, nous vîmes passer, croisant les nôtres, des wagons chargés de bœufs, de porcs et de grains. C'était le ravitaillement de Paris qui continuait.

[04] Dans nos wagons, toujours le même sujet d'entretien depuis 24 heures, se renouvelant toujours, et toujours ardent et passionné : le siège de Paris, la guerre en province. Ah ! quand on accuse la France d'indifférence, je ne puis dire qu'une chose, je n'en ai vu nulle part. J'ai vu frémir, rugir et pleurer ; j'ai vu des enfants quitter leurs livres pour courir aux armes ; des vieillards se ranger à leurs côtés. J'ai vu des femmes, désespérées de leur inaction. J'ai vu Paris fou de désespoir et la campagne morne de tristesse. Le paysan est peu expansif ; on a cité de quelques-uns des mots, des actes affreux, soit, qu'est-ce que cela prouve ? On a cité aussi des mots et des actes très différents [...] – à la fin de mars, assis, le soir, au haut d'un coteau, quand nous entendîmes retentir un [de] ces chants agrestes, si doux et si larges, que chantent les travailleurs le soir en revenant de l'ouvrage ou en ramenant leurs troupeaux, il y eut un mouvement de surprise parmi nos hôtes [...] – Il y a si longtemps, dirent-ils, que l'on n'avait entendu un chant dans le pays.

Mais pour en revenir à la gare de Saint-Sulpice, et pendant les 4 heures et demie d'attente que nous y passâmes, dans un vif soleil printanier, à l'abri d'un mur de montagnes, qui se dressait en face de nous, croupes semées de châtaigniers, au sommet desquelles étincelaient encore quelques points neigeux – de quoi s'entretenaient ces groupes animés, formés de gens inconnus les uns aux autres, mais dont le cœur battait de la même passion ? Ils parlaient toujours de cette guerre, d'une voix pleine d'accents amers, et ce qu'il y avait là de Parisiens chargeait de malédictions Trochu et le gouvernement de la non-défense et s'évertuait à disculper Paris d'avoir trempé dans cet épouvantable complot d'inertie ou de trahison.

Car le pays n'était nullement dupe de ces congratulations officielles qu'échangeaient les chefs politiques, dans un langage qui est bien près de devenir bouffon à l'oreille des peuples, et qui le serait déjà si les masses n'avaient pas ce genre d'oreilles dont parle l'Écriture : qui n'entendent pas. Non plus que Paris, la province ne pouvait comprendre comment une garnison de 5 à 600 000 hommes n'avait pu repousser l'ennemi loin de ses murs ; mais déjà ses conseillers s'étaient chargés de fournir l'explication, et c'était celle que Monsieur Trochu lui-même avait l'effronterie peu après de porter à la tribune de Bordeaux et qui causa à Paris une indignation mêlée d'épouvante pour tant de cynisme : c'est que les Parisiens n'avaient pas voulu se battre contre l'ennemi, que tous les efforts de l'armée avaient dû s'employer à empêcher la guerre civile.

M'écartant des groupes de voyageurs, je m'approchais tout en allant et venant, d'ouvriers qui à l'autre extrémité de la gare étaient occupés à des travaux. De quoi parlaient-ils d'autre [?] ? De la guerre, encore et toujours. Il s'agissait, je le sus, d'officiers logés dans le voisinage –

Quels ramollis ! Les as-tu vus ce matin passer avec leurs cocottes ? C'est de ça qu'ils s'occupent, mon vieux, et pour la France, ça ne leur fait rien.

Femmes, vieillards attristés, enfants rêveurs, peuple morne ou goguenard, de quelque côté qu'on prête l'oreille, la voix publique parle sur tous les tons le même langage. Nous étions au 20 [05r°] février. Près d'un mois s'était écoulé depuis la capitulation, et l'on ne pouvait accepter d'autre pensée. La douleur, la haine, les récriminations s'épanchaient dans toutes les formes. La France saignait au cœur de tous ses enfants.

Le hasard – car j'allais simplement chercher le repos dans ma famille – le hasard me servait bien. Pendant l'armistice, toute l'armée de la Loire refluit dans le département de la Vienne et le général Chanzy s'établissait à Poitiers. J'habitais à peu de distance de cette ville une campagne attenante à la gare d'un chemin de fer<sup>21</sup>. Les trains étaient remplis de soldats ; l'artillerie encombrait les routes, et les troupes logeaient chez l'habitant.

Tout le monde attendait avec anxiété le mot qui allait retentir, paix ou guerre. Et bien que chacun à peu près, eût fait son choix, le sentiment d'attente ne pouvait s'appeler une espérance, puisque le mot, quel qu'il fût, devait être fatal.

Mais généralement on comptait sur la paix. C'est pour cela que le paysan avait nommé ses députés et non point pour autre chose. S'ils se trouvaient monarchistes par-dessus le marché, il n'en savait rien et ne l'avait pas fait exprès – Voulez-vous la paix ou la guerre ? avait-on dit à l'électeur. Et l'on ajoutait : voici la paix, en lui présentant la liste monarchique. Il l'avait prise. Comme toujours la chose s'était faite en pleines ténèbres.

[paperole en marge de gauche] Il y a encore une autre raison, à laquelle on n'a pas songé : dans l'état actuel du suffrage universel, on ne peut s'entendre quand des notoriétés, et le paysan lui-même – lui surtout – n'a pas encore admis qu'il pourrait et devrait nommer des siens. Les bonapartistes mis de côté – et ils le furent sciemment – les gens prépondérants qui restaient se trouvèrent être presque partout légitimistes et orléanistes, qui sous l'Empire étaient de l'opposition et semblaient ainsi libéraux. Les élections n'ont pas été monarchiques d'intention, mais aristocratiques de fait, ainsi qu'elles le sont toujours, et le seront hélas quelque temps encore.

[retour au texte principal] Comme toujours, les républicains moins indépendants, moins riches, moins habiles, moins disciplinés que leurs adversaires < > par toute la France, n'avaient pu agir avec la même promptitude, ni les mêmes moyens d'influence. De plus, dans les départements envahis, ç'avait été comme dans l'Orléanais ; on avait eu contre soi l'autorité prussienne, ce qui restait d'autorités bonapartistes, et l'état des routes et du pays.

Si dix jours peuvent suffire [passage à un fragment d'article] à des gens toujours prêts et qui ont en main toutes les forces nécessaires, il n'en saurait être ainsi pour ceux qui doivent tout improviser et lutter non seulement contre l'insuffisance de leurs ressources, mais contre un ennemi bien armé. Est-ce là une des choses auxquelles le gouvernement de Septembre n'a pas pensé, ou bien l'avait-il prévue<sup>22</sup> ?

[retour au texte ms.] Avec tous ceux qui souffraient pour l'honneur de la Patrie, j'en voulais aux paysans de leur parti-pris de la paix, et tout d'abord dès qu'ils vinrent à moi, avec leur avidité de nouvelles, cette fois bien plus grande, m'interrogeant sur ce qui s'était passé à Paris, je cherchai à leur faire sentir qu'une nation comme la France ne peut pas être vaincue, surtout par une seule nation ennemie, lorsqu'elle est bien résolue à ne pas l'être – C'était aussi leur idée, me dirent-ils. Et au commencement, bien qu'ils ne vissent pas la guerre d'un bon œil, ils se croyaient bien sûrs que ça se passerait tout autrement. Ils se souvenaient d'autrefois. Et quand la France toute seule avait vaincu tant de peuples ensemble, [autre fragment d'article]

---

<sup>21</sup> Sans doute s'agit-il de la Bussière, propriété des Darbez à Lhonnaizé, située sur la liaison Poitiers-Limoges.

<sup>22</sup> « Le gouvernement de Septembre » remplace « M. Jules Favre » dans l'article imprimé (Le National, 6 mars 1871).

Autrichiens et Prussiens, Anglais, Russes<sup>23</sup>, [retour au texte ms.] il n'était [pas] naturel que les Prussiens tous seuls nous missent dessous comme ça, si facilement. Non, ça n'était pas naturel. Mais que voulez-vous, ajoutaient-ils, quand on est trahi, qu'est-ce qu'on y peut ? Nous aurions beau faire ; ça serait toujours la même chose. Il vaut donc mieux hâter [?] la paix tout de suite et une autre fois, peut-être, ça ira mieux.

Ainsi nous venions de Paris, où ce mot de trahison était sans cesse amèrement répété, pour l'entendre répéter encore, avec une conviction peut-être encore plus profonde. Essayer de l'ébranler, [05v°] de la raisonner seulement, inutile. Déjà cette croyance avait ses légendes. On me raconta que près d'Argenton, un colonel avait fait marché de ses hommes avec les Prussiens. Et le marché était conclu à 25 sous par tête – ce qui n'était vraiment pas cher – et la trahison allait s'accomplir quand vint un contre-ordre de Gambetta qui sauva tout.

[Long passage rayé, voir annexe infra]

[06] Après le paysan, interrogeant le soldat, je trouvai une conviction à peu près pareille.

Légende à part, ils avaient raison. Oui, la France avait été trahie. Non par des marchés à tant par tête ; mais par les peurs, les égoïsmes, les rancunes, les odieux calculs de toute la classe possédante et dirigeante, les uns que le nom de République indignait, les autres qu'affolait le mot de royalisme. Ce n'est pas une chose rare dans l'histoire que l'alliance de l'aristocratie avec l'étranger. En 1792 aussi, la Prusse avait ses alliés parmi nous ; mais du moins, les émigrés étaient à Coblenz, et l'on réprimait à l'intérieur. Cette fois, les émigrés n'étaient pas dehors, et non seulement ils n'étaient pas réprimés, ils gouvernaient.

Mais surtout, en 1792, il y avait en face des intérêts et des complots du passé, une force nouvelle, jeune, expansive, ardente, capable de se tromper et qui se trompa sur bien des points ; mais qui dans ses écarts même était si ardente, si inspirée de l'amour du bien public et de l'intérêt national, qu'elle avait du moins la puissance que donnent toujours les grandes passions et les convictions profondes. Et cette force nouvelle tenait le pouvoir. – En 1870, au contraire, la classe dirigeante n'était déjà plus qu'un second passé, ne redoutant pas moins que l'ancien la Révolution qu'elle avait su jusque-là tenir prisonnière, et qui menaçait dans ce tumulte de rompre ses fers. Elle eut peur de bouger quand il fallait combattre, elle immobilisa, quand il fallait déchaîner. Elle laissa agir tout à l'aise l'émigré bonapartiste de l'intérieur, bien moins dangereux à son gré que le socialiste. Elle laissa tout aux mains des monarchistes qui tenaient tout, et ceux-ci entre les Prussiens et la République avaient fait leur choix depuis longtemps. Les forces généreuses restèrent enchaînées, n'étant pas encore capables de s'affranchir, et furent vaincues avec la patrie.

Il n'y a aucune exagération à dire que tout le sort de la France se résolut pendant ces premiers jours, pendant lesquels le gouvernement soi-disant républicain de Paris s'obstina à laisser le peuple des campagnes dans les mêmes influences qui l'avaient gouverné durant l'Empire. La partie était admirable ; il ne s'agissait que de la jouer. L'impression produite contre l'Empereur et par là contre la monarchie était foudroyante comme la catastrophe terrible qui leur était due. Quand, avant la défaite même, les paysans en voulaient [déjà] à Napoléon III, leur ancienne idole qui les avait trompés en leur donnant la guerre, après leur avoir promis la paix, dans cette disposition, quand ils auraient à peine pardonné la victoire, ils ne pouvaient pardonner la défaite, et la République n'avait[,] pour être acclamée[,] qu'à répudier les hommes et les errements du régime déchu, pour être aimée, qu'à témoigner sa sollicitude pour les intérêts populaires. Ce qu'il fallait faire, nos paysans, dans leurs conversations, l'indiquaient eux-mêmes. D'abord, la punition des bonapartistes. Le paysan aime la justice, la vieille [?], même un peu trop sommaire. On eût ouvert immédiatement une instruction contre tant de concussionnaires, contre le ministre de la guerre et les généraux, contre les députés qui avaient voté la guerre, sans s'être au moins éclairés sur les forces du

---

<sup>23</sup> Ratures sur le passage imprimé qui porte « Autrichiens et Prussiens, Anglais, Espagnols, Russes, Hollandais » (*Le National*, 28 février 1871).

pays ; on eût frappé de fortes contributions ces auteurs de la ruine publique ; le paysan eût dit : C'est bien ! Et dès lors, pour lui, la chose eût été certaine. Le procès et la punition lui auraient prouvé le crime, tandis qu'en présence de l'impunité, quand ils virent ces gens-là rester fiers, insolents comme auparavant et qui plus est garder leurs places, leurs pouvoirs ; quand ils les virent insulter impunément les républicains et la République – quand nos paysans virent tout cela, ils commencèrent à secouer la tête. – Il y a du louche là-dessous, se dirent-ils. Et ce fut alors de la République qu'ils se défièrent. Car ils n'ont de confiance qu'aux forts, et la République en n'étant pas juste, se montrait faible. Enfin elle resta muette, et ses ennemis parlèrent.

Quoi ! Elle n'avait rien à dire au peuple, au travailleur des campagnes, la République, à l'heure où la France tombait sous le sabre de l'étranger ! L'Empereur, lui, parlait au peuple, et le peuple en était content, car ainsi que tout le monde, et plus que tout le monde, lui, le malmené, le méprisé, il aime à croire qu'on s'occupe de lui. Non, la République des avocats du 4 Septembre ne trouva rien à dire au peuple que de lui demander des sacrifices et lui commander des armées. Dans sa misère, dans son ennui, dans son ignorance, il ne lui vint d'elle aucune parole d'encouragement et d'espérance, aucune lumière. [07] Pourquoi donc l'aurait-il aimée ? Il ne voyait que ce qu'elle était et ne savait pas ce qu'elle pouvait être.

L'indifférence, le mépris à l'égard de la province alla jusqu'à choisir les plus invalides de ses membres pour cette œuvre, la plus ardue, la plus difficile qui leur incombât, soulever, organiser, éclairer la France entière. Ce furent les plus éloquents et réputés plus capables qui restèrent à Paris. Mr Gambetta ne partit qu'un mois plus tard. Paris cependant, lui, n'avait pas besoin d'être éclairé ni enflammé. Pourquoi cette inconséquence ? – Mais ce n'en était pas une. Il ne s'agissait que de contenir, et l'on ne craignait que Paris.

Non, le danger de la Patrie ne laissa point nos paysans indifférents. C'est une calomnie. On les vit affluer le soir dans les gares, quêter des nouvelles, interroger les Messieurs. L'anxiété de ces humbles n'est pas bruyante ; ils sont trop habitués à se résigner, à attendre leur sort d'événements imprévus. Mais le vieux sang battait dans leurs cœurs et ils sentirent leur devoir. « Nous sommes prêts à partir, disaient bon nombre d'entre eux les premiers jours ; que l'on assure seulement du pain à nos femmes et à nos enfants pour que nous soyons tranquilles là-bas<sup>24</sup>. »

Ils entendaient tout bonnement qu'on levât sur les gros propriétaires, et surtout sur les bonapartistes, un impôt de boisseaux de blé à répartir entre les familles des partans.

Si dès lors, en effet, sous la première impression du danger de la patrie, on eût saisi les esprits de grands exemples et de grandes résolutions, si adressant au pays un appel énergique, on eût décrété la levée en masse de tous les valides, en échelonnant les départs selon les âges, si passant tout de suite du décret à l'exécution, on eût exercé et préparé tout le monde ; si l'on eût affiché tous les dimanches, dans chaque chef-lieu de commune, les nouvelles de la guerre, accompagnées d'une exhortation patriotique et si l'on eût entretenu sans relâche la fièvre patriotique, disant à ce peuple quels avantages directs inhérents à la république devaient être réalisés en sa faveur, aussitôt après la libération de la patrie ; et si déjà des mesures en faveur des familles privées de leurs soutiens, et des distinctions aux plus braves et aux plus zélés eussent confirmé d'avance ces promesses, alors, on eût trouvé un peuple, doué de toute l'énergie qui fait les épopées nationales.

Au lieu de cela, aucune flamme, aucune émulation, rien que des misères nouvelles, des influences fatales, énervantes, parlant toutes contre le but qu'il s'agissait d'obtenir ; la

---

<sup>24</sup> Dans la correspondance d'André Léo, son amie Caroline de Barrau de Muratel évoque les difficultés rencontrées par son mari, Maurice, pour lever un corps franc dans le Tarn : la plupart des volontaires sont des journaliers, rémunérés au jour le jour. Au coût de l'équipement de chaque homme, en armes et en uniformes, s'ajoute la solde quotidienne nécessaire pour leur permettre de vivre, ainsi qu'une allocation à prévoir pour les familles restées sans ressources au pays.

puissance toujours entière des dominateurs d'autrefois, restés impunis, triomphants, redoutables comme auparavant, et qui se chargeaient eux d'expliquer l'histoire inexpliquée. Et ce fut ainsi que le paysan apprit que si l'Empereur avait fait la guerre, c'est qu'il y avait été forcé par les menées des républicains, et que s'il avait perdu les batailles, c'est qu'il avait été trahi par eux. La démocratie, Paris, c'est de là que venait tout le mal ; gens toujours prêts à mal faire, mais incapable de bien. Et voyez : la preuve en est belle ; on a tout sacrifié à la défense de Paris, ils sont là-dedans 600 000 hommes. Eh bien, depuis des mois ils laissent ravager la France sans vouloir battre l'ennemi, parce qu'ils ne savent et ne veulent faire autre chose que des révolutions dans la ville, si bien que le général Trochu, qui est un grand homme, ne peut pas faire de sorties ; car il n'est occupé avec son armée qu'à empêcher les Parisiens de se battre entr'eux et de renverser le gouvernement.

Je déclare n'avoir trouvé, en divers endroits, que ces idées, surtout la dernière, incrustée dans la tête du paysan. Et si bien servie par les apparences comment ne l'auraient-ils pas acceptée ?

« Non, répondaient-ils à toutes mes explications, avec la ténacité qu'ils mettent à garder une croyance une fois adoptée, non, l'on ne peut pas imaginer qu'une garde nationale de 300 ou 400 mille hommes se laisse empêcher de faire ce qu'elle veut. Et si elle avait voulu se battre, il aurait bien fallu que le général en passât par là !

Il fallait répéter, mais sans beaucoup de succès, comment la [08] garde nationale, qui comptait, non pas 400 000 hommes, mais à peine 200 000, très mal armés de mauvais fusils et sans canons, pouvait difficilement tenir tête à des troupes armées de chassepots et munies d'artillerie, agissant d'ensemble et ayant pour elles le commandement, chose de nos jours si énorme, que la garde nationale au contraire avait contre soi. Il aurait fallu pouvoir leur faire comprendre comment on avait régné en divisant, en trompant, en entretenant un aveuglement que nous-mêmes, spectateurs, n'avions pas compris. Situation étrange pourtant, et qui fut une amertume nouvelle : après avoir pendant le siège eu tant à se défendre contre l'accusation de pousser au désordre, avoir maintenant en province à se défendre – comme Parisiens, en bloc – d'avoir manqué de courage et de décision.

Puis revinrent les mobiles, de Paris<sup>25</sup>. Il y avait par hasard dans le pays un ouvrier républicain. Il était venu me demander des explications au sujet du siège de Paris et vis-à-vis de lui du moins j'avais pu justifier cette malheureuse ville tant accusée maintenant en sens contraire. C'est-à-dire, je le croyais. Mais le retour des mobiles lui ramena un frère, et ce frère à son tour dit sa version. Elle confirmait toutes les calomnies répandues aussi bien parmi les mobiles que dans la province, preuve d'un mot d'ordre donné – Mais est-ce bien sûr ? demande le républicain et il cite mes assertions contraires. – C'est des imaginations. Mais moi j'y étais, et quand on a voulu, à Buzenval, les faire battre avec nous, ils se sont sauvés. – Que dire à cela ? Évidemment j'avais été trompée ; lui, le mobile y était. Nous n'eûmes pas même le républicain.

Puis tombèrent du haut de la tribune de Bordeaux les infâmes déclarations analogues des Ducrot et des Trochu, de ce Trochu qui, soit par la voie des pétitions, soit par les démarches < > des compagnies et des bataillons, soit par la voix des maires, soit par le cri incessant de l'opinion, avait eu à refuser d'employer la garde nationale plus de fois qu'il n'y avait eu de jours dans le siège, de ce Trochu, dont toute l'habileté de jésuite n'avait tendu qu'à tromper cette ardeur et à l'immobiliser, et qui, le surlendemain de Buzenval, le 20 janvier, devant les maires de Paris accouru, exprimait son admiration pour l'héroïsme de cette garde nationale si

---

<sup>25</sup> Les mobiles ou « moblots » appartiennent à la « garde nationale mobile », armée de réserve établie (non sans mal) par la loi Niel de 1868. Ils furent souvent considérés comme de piètres soldats. Une bonne mise au point, due à Pascal Chambon, dans G. Gâcon et C. Latta (dir.), *Les Républicains et la guerre de 1870-1871*, *op. cit.*, p. 115-129.

inutilement massacrée par ses soins ! – Comment la province qui croit encore sous des noms trouver des hommes, n'aurait-elle pas condamné Paris ?

L'esprit s'épouvante de voir la calomnie arrivée à un tel degré de calcul et d'impudence. Maintenant, malgré tout, bien que presque tous les moyens, soit de publicité, soit de compression, appartiennent à cette classe qui ne veut à aucun prix, même à celui des plus profondes infamies, laisser échapper le pouvoir de ses mains, maintenant, malgré tout, il y a trop de clarté sur le monde pour que la vérité de l'histoire ne se fasse pas. [*ajout marginal :*] Mais en attendant, on enlève les situations perdues, on fait la capitulation de Paris, on prend la revanche sur le 18 mars. Et grâce au village, cela peut encore durer des années... [*retour au texte*] Les générations du siècle prochain reculeront d'horreur devant la mare de sang et de boue, où se seront vautrées les dernières aristocraties avant d'expirer.

La campagne que j'habitais était située entre les deux domaines de deux notabilités bonapartistes et financières, renvoyées du Corps législatif dans leurs foyers le 4 Septembre et étroitement alliées<sup>26</sup>. C'étaient de ceux qui pendant le silence de Paris, n'avaient pas perdu leur temps. On m'affirma que le jour où vint la nouvelle de la prise de Metz, il y avait eu le soir bal dans un des châteaux. De même, vu la misère croissante et les maux de la guerre, ces dames avaient cessé leurs aumônes. Il fallait bien qu'on souffrît de n'avoir plus l'Empereur.

Et pourtant, ces gens-là qui possédaient la députation depuis [de] longues années, en avaient été cette fois exclus comme bonapartistes. Ç'avait été pour les remplacer par des LaRochetulon [*sic*]<sup>27</sup> et autres légitimisme [*sic*], destinés à devenir les torches les plus brillantes de la droite. Mais que veut-on ? Ils étaient de l'opposition sous l'Empire. C'est ce que j'avançais plus haut : il faut encore des notabilités au suffrage universel. Ce pauvre peuple en prenant des ennemis de l'ancien ordre de choses avait cru bien faire, et ce n'était pas sa faute si, différents entre eux sous la monarchie, ils se rassemblent tous contre lui. La faute en était au gouvernement du 4 Septembre qui avait refusé d'éclairer ces ignorants sur leurs intérêts et leurs devoirs.

Tout ce que j'affirme ici est le résultat d'investigations multipliées, incessantes, [09] prises d'Orléans à Limoges, du 20 février au 3 avril, et dans les circonstances les plus propres à servir cette étude. J'habitais le plus longtemps chez une famille bourgeoise des environs de Poitiers<sup>28</sup>, gens paisibles et sans parti-pris, sauf leur sentiment patriotique, et le pays était couvert en tous sens de soldats de toutes armes, soit attachés à l'armée du général Chanzy, et courant çà et là, sous l'impulsion d'ordres et de contr'ordres dont ils murmuraient, soit mobiles démobilisés rentrant dans leurs foyers, soit échappés de l'armée de l'Est rendus par la Suisse à leur patrie. Et partout j'ai écouté, interrogé, tantôt dans les gares où le service désorganisé retenait la foule pendant de longues heures d'attente, tantôt en wagon, tantôt dans quelque auberge de campagne, près des tables, où pour leurs maigres sous les mobilisés, citoyens d'hier, des hommes d'au moins 25 ans et pour la plupart intelligents et sérieux, de triste extérieur, mangeaient en arrosant de vin du pays leur pain et leur morceau de fromage. Souvent encore, dans les fermes, dans la campagne, où quand vous êtes du pays, vous trouvez le paysan facilement causeur, expansif ; le soir, enfin, dans la maison, près de l'âtre, où nous réchauffions d'un bon vin et d'un bon feu, de pauvres soldats fatigués.

L'on s'ébahissait, ainsi que je l'ai déjà dit, de l'impunité des bonapartistes, et surtout leur maintien dans les emplois ; et l'on citait à ce sujet des choses scandaleuses, suffisamment connues d'ailleurs, puisqu'elles se sont passées partout, c'est-à-dire l'hostilité avouée, publique

---

<sup>26</sup> La Bussière se trouve entre les deux châteaux de Forges (Lhonnaizé), propriété de Louis Évariste Robert de Beauchamp, et celui de Morthemer, propriété de Jean Marie Georges de Soubeyran, deux des trois députés bonapartistes de la Vienne jusqu'à la chute de l'Empire.

<sup>27</sup> Emmanuel Marie Stanislas de Thibault de Noblet, marquis de la Rochethulon (1832-1890), élu député de la Vienne en février 1871.

<sup>28</sup> Toujours les Darbez.

du fonctionnaire contre le gouvernement qu'il était censé servir. On appuyait sur l'impression fatale qu'en avait reçue le paysan qui avait perdu immédiatement confiance par là en un gouvernement assez sot, ou assez faible, pour remettre ses intérêts aux mains de ses ennemis.

Puis, on blâmait vivement le système d'instruction adopté pour les conscrits. Au lieu de les rassembler dans des camps où ils eussent appris la discipline en même temps que le maniement des armes – et où rien n'obligeait, comme cela eut lieu, de les faire mourir de faim et de froid – on les envoyait dans les sous-préfectures du département, ou pendant cinq à six semaines, ils se trouvaient livrés aux mauvaises influences de la vie de garnison, sous l'influence plus mauvaise encore de l'exemple de leurs chefs. C'est à ces jeunes fils de famille, naturellement portés, selon nos mœurs, aux postes de commandement, que d'un avis unanime, on attribuait la démoralisation de nos troupes. Ces Messieurs passant leur vie au café, hantant les femmes faciles et portant avec morgue leurs épauettes, ignorant ce qu'ils auraient dû savoir pour être à la hauteur de leur rôle, et se gardant bien d'étudier, semblaient ne voir dans les cruelles circonstances où se trouvait la patrie qu'une occasion de mettre en relief leur importance et ne s'occupaient du soldat que pour le commander ou le punir. Celui-ci, abandonné à lui-même, matériellement aux soins de l'intendance (qui s'acquitte de son devoir en province comme à Paris), moralement à l'oisiveté, ne tardait pas à donner dans la débauche et à perdre sous l'empire de ces dissolvants le sentiment patriotique avec lequel il avait quitté son foyer.

Car il faut établir à ce sujet une grande différence entre les mobiles, levés sous l'Empire, et les mobilisés appelés par la République au secours de la patrie en danger. [*coupure de presse*] Les mobiles ont été partout, en province souvent plus qu'à Paris, de mauvais soldats. [*ajout ms*] Beaucoup, m'a-t-on assuré, de sources diverses, [*retour à l'imprimé*] déclaraient en partant qu'ils ne voulaient pas se battre. Mais pourquoi ? Ils partaient sous l'influence de la réprobation qu'excitait la guerre dans tout le pays ; ils se voyaient arrachés à leurs familles, à leurs travaux, au moment où la gerbe tombait dans le sillon, pour une guerre à laquelle personne ne songeait, que personne ne voulait, que ne suscitait [*retour au ms*] aucune cause sérieuse, et bien qu'ensuite les circonstances eussent changé, l'impression première reste. Mais les mobilisés, plus âgés, composés en grande partie de petits commerçants, ouvriers, jeunes bourgeois, fils de fermiers ou petits propriétaires, ont eu en face de l'invasion, toute autre attitude et pour la plupart avaient quitté leurs villages ou leur petite ville, en chantant la Marseillaise.

[*coupure de presse*] Au sortir des garnisons, ce n'étaient plus les mêmes hommes. L'habitude du travail, l'austérité de la vie de la famille, le sentiment de la grande épreuve du pays, tout cela s'était affaibli ou dissipé dans l'oisiveté du cabaret et dans la débauche.

Atmosphère malsaine en effet que celle de ces petites villes de province, où l'amour de l'or et des jouissances matérielles n'est pas même compensé du moins par les excitations généreuses que fournissent en même temps les grandes villes.

[*retour au ms.*] Malgré cela, nos jeunes soldats en campagne eussent été conduits par ces officiers, par ces généraux qui – autrefois du moins – savaient électriser le soldat, en même temps que le conduire, leur courage et leur amour patriotiques eussent été ranimés.

Mais là encore, ils ne rencontrèrent qu'un mortel silence, souffrance et motif de doute et de découragement. Le général, en tant qu'âme de l'armée, n'existait pas ; on ne le connaissait que par ses ordres souvent contradictoires et par ses retraites souvent étranges. Quant aux officiers, en général, je n'oserais porter, ou plutôt répéter, un jugement aussi triste, si partout, de la bouche de tous les soldats, et en tous lieux, de la part de tous les témoins oculaires, combattans ou ambulanciers, de la part des paysans qui le savaient des soldats et qui s'étaient eux-mêmes imprégnés [10] de cette haine, je ne l'avais recueilli : ce sont les galonnés qui nous ont perdus ! Dans un si grand nombre de témoignages, pas une divergence. Aux

environs de Guéret et de Limoges, comme de Poitiers et d'Orléans, parmi ces hommes qui se croisent de tous les points de France, c'est le même cri de toutes parts.

Je me souviens entr'autres d'un groupe d'artilleurs qui mourant de fatigue et arrêtés en gare, où ils devaient passer la nuit en wagon, avec leurs chevaux, n'ayant pas de billets de logement, avaient supplié qu'on leur donnât l'hospitalité de la grange (tous les lits étaient occupés déjà par d'autres), afin qu'ils pussent au moins s'étendre et se déchausser. Assis à table, près du foyer, leur langue se délia vite. Ils venaient d'un peu partout et se trouvaient réunis par hasard. L'un d'eux me fit remarquer qu'il portait un costume appartenant pour moitié à l'infanterie. Ce n'était pas un lâche puisque, échappé de Sedan, passé en Belgique, il était rentré en France, déguisé, avait rejoint l'armée et s'était battu à Orléans. Un autre, vieux soldat d'Afrique, avait douze ans de campagnes. Un troisième avait [retour à l'imprimé<sup>29</sup>] pris part également à la campagne d'Alsace et à celle d'Orléans ; un seul n'avait fait que rouler de garnison en garnison. Où allaient-ils ? ils ne le savaient et affirmaient que leur lieutenant ne le savait pas [non plus]. Ils allaient, bénévolement sans doute, à la recherche du 14e corps d'armée. Ils se plaignaient d'être envoyés, tantôt ici, tantôt là, d'un bout à l'autre de la France, sans savoir pourquoi, éreintés de tant de voyages. Et bientôt ils entament<sup>30</sup> la plainte éternelle ; les chefs, l'intendance...

Ce ne sont pas là des recrues hésitantes et inexpérimentées ; trois sur quatre sont de vieux soldats. D'un seul de ceux-ci le courage est ferme, et sur la question de paix ou de guerre, il dit que, quoi qu'il arrive, un soldat doit faire son devoir. Les autres déclarent qu'ils en ont assez, qu'ils ne sont pas commandés, qu'ils se savent vaincus d'avance et ne veulent pas se faire tuer pour rien. En parlant des chefs, la haine et le mépris se peignent sur leurs traits :

– Rageurs avec nous, et puis ça tremble devant l'ennemi. Nous en avons un qui ne faisait qu'injurier ses hommes ; une fois, pour histoire de rien, il mit son revolver sur la poitrine de l'un de nous. Nom de ... s'il avait tiré, je ne l'aurais pas manqué, moi. Eh bien, à Bazeilles<sup>31</sup>, je l'ai vu, pâle comme un linge, qui pleurait, caché derrière un caisson.

Je leur rappelais la France.

– Que voulez-vous ? Nous n'y pouvons rien. On se bat<sup>32</sup> ; ça va bien, et tout à coup on se trouve enveloppé de tous les côtés ; on est trahi. Alors, on entend crier : sauve qui peut ! et ma foi, l'on coupe les traits du premier cheval venu en abandonnant les autres, et l'on part ventre à terre. C'est égal, je n'étais pas encore découragé après Sedan, et je suis rentré pour me battre. Eh bien, je serais resté en Belgique, si j'avais su.

Aucune raison qui pût prévaloir contre ce découragement. Ils répétaient qu'ils étaient trahis ; c'était une conviction inébranlable. Ils espéraient une revanche plus tard ; mais alors, il faudrait que les choses soient arrangées tout autrement.

Au milieu des détails, souvent puérils, de leur conversation, il y en eut un qui me frappa, parce qu'il prouve l'attachement et la reconnaissance que leurs chefs pourraient aisément leur inspirer. Ils parlèrent avec attendrissement d'un colonel de Niort, qui veillait à ce qu'ils fussent bien traités, et faisait distribuer de la tisane à ceux qui toussaient.

– De la tisane aux soldats ! disaient-ils. C'en est là un brave !

Cette tisane, paraît-il, était une chose énorme, et ce colonel, un homme rare !

En les écoutant, je pensais à cent autres témoignages recueillis en divers lieux, de différentes bouches. Je revoyais un pauvre garçon, rencontré en wagon les jours précédents, qui, volontaire de l'armée de Bourbaki, fait prisonnier par les Prussiens, s'était échappé de

---

<sup>29</sup> Avec variantes ms. (non notées ici) pour adapter l'imprimé au contexte. [*Le National*, 27 février 1871]

<sup>30</sup> La suite du texte n'a pas été accordée, comme ce qui précède, du présent au passé, et est donnée telle quelle. Par la suite, la correction des temps reprend.

<sup>31</sup> Bazeilles, Ardennes : célèbre bataille de la guerre franco-prussienne (31 août-1er septembre 1870).

<sup>32</sup> Ajout ms. illisible.

leurs mains sous un déguisement, et revenait malade de la poitrine, se soigner dans sa famille, et probablement y mourir. Il avait marché les pieds nus dans la neige.

– Comment, lui demandais-je, a-t-on pu laisser partir les soldats sans qu'ils soient chaussés ?

– Oh ! nous en avons bien au départ ; mais c'était de mauvaise chaussure d'entreprise, et elle ne dura pas. Nous en redemandâmes ensuite ; mais il n'y en eut plus, ou bien ne s'occupèrent-ils pas de ça, et l'on nous envoya promener.

Après un accès de toux qui lui coupait la parole, il reprenait :

– Eh bien, je suis parti d'un grand cœur, puisque je m'étais fait volontaire. Mais à présent que j'ai vu comment vont les choses, si j'étais rappelé, je rejoindrais mon corps à regret.

[retour au ms.] Les soldats parlaient aussi de leurs défaites avec amertume.

« Moi je n'ai jamais vu que nous avons été battus, comme on le prétend, nous disait un soldat de l'armée de la Loire, qui semblait le plus intelligent. Nous nous battions bien, [retour à l'imprimé] nous occupions le champ de bataille, et malgré cela on nous faisait toujours reculer. Nous n'avons été vaincus, à ma connaissance, du moins, qu'une fois, c'est à Tore-Lévêque<sup>33</sup>, avant la déroute du Mans. Pour le reste, je n'y comprends rien. [»]

Et il penchait la tête sur sa poitrine, d'un air pensif et gros de soupçons.

[retour au ms.] « Moi, disait un autre, j'ai vu les Prussiens couchés par rangs de quatre d'épaisseur devant nous, pendant que nous autres nous n'avions presque pas de monde par terre. Eh bien, c'est égal, tout à coup, vlan il fallait battre en retraite. C'est pas notre faute à nous.

– Oui, toujours des retraites ! Quand nous courions sur les Prussiens à la baïonnette, alors, ils avaient une peur du diable et se jetaient à genoux. Eh bien, jamais on ne nous les laissait approcher. Pourquoi ça ? [»]

Il y avait certes dans leurs propos le dépit et la honte du soldat vaincu, qui s'en prend naturellement à ses chefs ; mais combien leur ressentiment était juste, sinon leurs soupçons, quel témoin des malheurs de cette époque n'a pu s'en convaincre ?

Une fois, je fis la route de Limoges à Poitiers en compagnie d'un groupe de mobilisés qui rentraient chez eux. C'étaient d'anciens soldats, ou de petits bourgeois ou jeunes fermiers, de cette levée de 25 à 35 ans, qu'on appelait à la campagne les *vieux garçons*, ou les *célibataires*.

(Une fois près de la gare, une jeune fille du pays aborde mon fils [André Champseix] et lui demande en montrant un groupe de ces jeunes gens en uniforme qui venaient de descendre de wagons : Monsieur, savez-vous si ce sont là des célibataires ? – Ma foi, Mademoiselle, répond mon fils étonné, car il ignorait le sens du mot dans le pays, je n'en sais absolument rien.-NdA)

Ils me racontèrent par quels moyens on avait tenté au camp de Bourges, d'où ils venaient (on sait que la route de Tours à Poitiers était interdite) de relever le moral de l'armée. Ces moyens étaient les cours martiales et les exécutions sommaires. Ils me citèrent des faits odieux : Ils avaient vu fusiller deux hommes pour une poule. L'un pour avoir, la voyant passer près de lui, lancé après elle son bâton, qui la tua, l'autre pour l'avoir ramassée.

– Or, disaient-ils, nous mourions de faim. Et tandis qu'on fusillait ainsi de braves gens pour des peccadilles, on ne fusillait pas certains officiers qui volaient nos rations ou les laissaient gâter.

Ils se plaignaient encore de corvées sans objet, de commandements vexatoires et arbitraires. En les écoutant, je comprenais de plus en plus l'incohérence des choses passées en face des choses d'aujourd'hui, et comment dans cette guerre elles avaient dû se heurter fatalement. Ainsi, dans ce danger suprême, où la formation [?] du patriotisme pouvait produire la force attendue, ceux qui commandaient n'avaient songé, selon les idées autoritaires

---

<sup>33</sup> Sans doute s'agit-il d'Yvré-L'Évêque, dans la Sarthe, où eut lieu un combat le 11 janvier 1871.

et la routine, qu'à former des troupeaux obéissants. Mais pour faire une machine à la prussienne, il fallait du temps et l'on n'en avait pas. Puis est-ce donc la même chose que l'attaque et la défense ? On ne songea pas même à cette différence, et toutes les forces morales furent mises de côté. [11] La matière manquait ; ou imagina de tuer l'âme. Que restait-il ?

Au lieu de chercher en vain à faire de vieux militaires de ces soldats improvisés, que ne cherchait-on plutôt à en faire des fils de la patrie ? Certaines fibres gisent au cœur de tout homme et l'on sait combien des hommes rassemblés sont plus faciles à électriser. L'entretenait-on des douleurs de nos provinces envahies ? des massacres qu'ils avaient à venger ? des exactions, des violences, de ces outrages à l'humanité qui dans toute poitrine humaine éveillent l'indignation, et y fait succéder la colère ? C'est ainsi qu'en parlant à des soldats, la première République en fit des héros. Toutes ces nouvelles, toutes ces espérances, toutes ces excitations qui par la voie de la presse devaient nous aiguillonner, en étaient-ils eux aussi entourés, saisis ? Versait-on par l'exemple autant que par la parole, la sainte fièvre du dévouement ? – Non. Le soldat livré à lui-même ignorait tout. Sans journaux, sans nouvelles, sans nourriture morale d'aucune sorte, commandé comme une bête de somme et plus mal traité, il ne savait où on le menait, ce qu'il allait faire. Il voyait seulement qu'on le faisait battre. Volé, rudoyé, mal commandé, n'ayant aucune confiance dans ses chefs, quelle idée pouvait le soutenir ? L'ennemi, il n'avait pas appris à le connaître par la rencontre, par la lutte qui surexcite l'énergie, mais, toujours foudroyé de loin, toujours en marches et en contre marches, il ne connaissait guère que la honte de le fuir ou l'humiliation d'en être vaincu. À ce régime, la constance de vieux capitaines eût faibli. Que pouvaient devenir de pauvres conscrits ?

Les soirs de marche, à l'arrivée, quand le soldat mouillé, affamé, brisé de fatigue, cherchait un gîte, et souvent n'en trouvait pas, où étaient ses officiers ? Veillaient-ils au bien-être de leurs hommes ? ceux-ci ne les voyaient pas ; ils voyaient seulement le café, ou le cabaret du village veuvement [?]<sup>34</sup> éclairé. C'était là que se trouvaient leurs officiers, uniquement occupés d'eux-mêmes, commandant de haut, se faisant servir et accaparant toutes les ressources. Alors les soldats s'aigrissaient et s'exaltaient ensemble jusqu'à la haine. Ce souvenir, ils l'avaient tous dans l'esprit et le tableau m'en a été présenté vingt fois.

Dans ces récriminations unanimes, on citait des généraux absents du champ de bataille, des officiers assis tranquillement au café pendant que leurs troupes se battaient. Et jamais d'eux à leurs soldats que la froide parole du commandement, quand ce n'était l'odieuse de l'arbitraire. Toujours dans ce péril commun, deux classes, plus qu'auparavant marquées par la rudesse du commandement militaire. Mais on ne se bat bien pour la mère commune qu'en frères ; le patriotisme veut des citoyens, et c'était l'éteindre que de traiter en menaçant ceux qui ne pouvaient sauver la France qu'à force de foi, de courage et de dévouement.

Quoi qu'on fasse, en France, le soldat raisonne et il raisonnera de plus. Et même en attendant la fin des guerres, il faudra choisir en ceci comme en toutes choses, entre l'ancien et le nouveau, entre la nuit et le jour, entre la force active et la force brute, entre les miracles de la volonté et les affaissements de l'obéissance forcée. La discipline même doit être consentie. Quant aux punitions, quant aux fusillades, elles peuvent retenir quelques lâches, calmer quelques étourdis ; mais elles ne peuvent constituer une armée dépourvue de tout autre lien. Pour qu'une armée soit bonne, il faut qu'elle soit brave, et on ne fait pas des braves grâce à la peur.

Mais enfin, si l'on plaçait à toute force le salut dans l'ordre, la discipline et la réglementation, que ne fusillait-on les intendans plutôt que les soldats ? Que ne faisait-on passer devant les cours martiales les spéculateurs qui volaient la France ? Que ne dégradait-on les officiers indignes de leur rang ? C'était là le vrai désordre, la vraie cause de la faiblesse des

---

<sup>34</sup> Un premier adverbe dont il reste la finale, « ement », le début surchargé pouvant donner à lire le mot « veuvement », rare, mais connu.

armées, et le mal était grand. Pourquoi cet amour de l'ordre ne s'exerçait-il que contre le soldat ? à cette époque, l'aventure des semelles de souliers en carton livrées aux soldats était dans toutes les bouches. Mais des fraudes moins connues, tout aussi fatales, détruisaient en tout genre la santé du soldat : farines inférieures ou gâtées, denrées détournées, couvertures et baraquements insuffisants. Au camp de Conlie<sup>35</sup>, en plein hiver les soldats [coupure de presse] logés sous des tentes couchaient sur un peu de paille, que rendait boueuse la terre détrempée. Tout manquait, la nourriture aussi bien que les vêtements. Bien peu échappaient à la maladie, le camp passait en détail à l'ambulance ; les congélations, les fièvres, les fluxions de poitrine ont fait dix fois plus de ravages que les balles de l'ennemi.

Et c'est à ces soldats ainsi préparés que l'on demandait de vaincre des troupes aguerries, disciplinées, bien nourries et parfaitement pourvues ! [*autre coupure*] On m'a raconté des choses lamentables du passage aux gares de nos malheureux soldats. Ils imploraient du pain ; ils manquaient de linge, de souliers. Des propriétaires, voisins d'une [de] ces gares, émus de pitié, avaient demandé à la préfecture qu'on les avertît quelques heures à l'avance du passage des troupes, afin de faire porter du pain et des aliments chauds. Ils n'ont pu l'obtenir – on ne savait pas ; on ne pouvait pas savoir, disait-on.

[12] [*retour au ms.*] Maintenant, chose remarquable, l'instruction du procès est double et différente. Tandis que les soldats et le paysan font peser sur les chefs et les administrateurs les causes de la défaite, les chefs de leur côté et le monde qui est le leur, parlent avec mépris, avec indignation du manque de patriotisme du soldat et du paysan. Là aussi, l'un m'a cité des paroles odieuses, des faits révoltants, et parmi ceux qui parlaient ainsi se trouvaient des gens dont je connais le patriotisme et la droiture.

De ces deux classes qui s'accusent ainsi avec aigreur, laquelle a raison ? Leur dissentiment est complet ; les deux témoignages sont aussi divergens que possible.

La bourgeoisie moyenne fut en général très patriote ; elle devait l'être. Ses sacrifices ne furent pas immenses ; mais ses désirs étaient ardents ; il y eut aussi parmi elle de vrais sacrifices, et puisque je parle surtout de ce que j'ai vu et entendu, dans le milieu où j'étais, parmi le très petit groupe de bourgeois que je voyais, se trouvait un propriétaire de 40 ans, père de trois enfants, parti comme francs-tireurs [*sic*], et deux frères, dont l'un de 16 ans, qui avaient quitté le collège pour s'engager. Ceux-là reconnaissaient bien d'ailleurs le triste état du commandement et de l'intendance. Qui ne l'a connu ? Tous l'ont connu et nul ne peut le nier, qu'on n'a pas tenu assez compte de l'effet désastreux qu'il devait produire. On n'a pas assez compris et chose étrange surtout les autoritaires – que la guerre dépend du commandement. Car le dévouement toujours rare a besoin d'être stimulé ; mais encore pour exister faut-il qu'il se croie utile, qu'il ait un but. Or excepté Faidherbe qui sut entraîner ses soldats, et Garibaldi qui seul victorieux mérita les outrages de l'Assemblée – depuis Bazaine qui livra son armée, en passant par Trochu qui l'immobilisa, jusqu'à Bourbaki qui perdit la sienne dans les neiges, quel chef pouvait inspirer à ses troupes le courage qui prend sa source dans la confiance et au moins dans l'espoir.

Cette double et réciproque accusation est plus qu'un malentendu ; c'est l'effet d'une division profonde entre les classes. Ici, l'on ne sait plus commander ; là, on ne sait plus obéir. Et les opinions se classent suivant que le sont les hommes. Celle du paysan et du soldat est la même et diffère tout aussi bien du bourgeois que le fait l'ouvrier. Dans une guerre à laquelle le citoyen a dû prendre tant de part, la démarcation qui séparait le peuple et l'armée s'est effacée. Aujourd'hui, chaque foyer possède au moins un témoin des faits, quand les faits mêmes n'ont pas ensanglanté le foyer – Eh bien, à ce lendemain de l'armistice, le sentiment le plus vif, le plus général, le plus unanime, qu'ont pu constater partout ceux qui ont interrogé l'opinion du

---

<sup>35</sup> Camp établi près du Mans dans une totale désorganisation dont ne sait si elle est due à l'incapacité ou à une volonté délibérée de saper l'effort patriotique de l'Ouest, considéré comme d'inspiration chouanne.

peuple des campagnes, c'est la haine et le mépris des chefs militaires ; non seulement des principaux ; mais de tout ce qui était officier.

Il y a là, ce me semble, un indice grave, surtout après cette guerre dont les ébranlements ont mis à nu tant d'incapacités et tant d'infamies, dans cette couche supérieure qui passe pour l'élite sociale. C'est le commencement de la rupture entre le paysan et cette aristocratie territoriale qu'il n'a jamais aimée, dont il se défie volontiers ; mais à laquelle l'inféodent son ignorance et sa pauvreté. Car partout l'épaulette fut donnée au jeune bourgeois, au fils de famille, de notabilités locales, dans lesquels ces pauvres gars villageois croyaient trouver des frères aînés, des initiateurs, et qui ne furent, en général, que des maîtres arrogants et sans valeur.

Le principal fait allégué contre le patriotisme des paysans, fait bien connu et parfaitement odieux, est celui du refus aux troupes françaises, et surtout aux francs-tireurs, du gîte et des provisions qu'on réservait aux Prussiens. Calcul de peur, évidemment, et de lâcheté ; mais encore faut-il considérer que les Prussiens se vengeaient plus lâchement encore sur l'habitant de l'irritation que leur causaient les exploits des francs-tireurs et que pour des désarmés, en ce cas, il ne reste pas de milieu entre la lâcheté et l'héroïsme. Mais surtout ce qu'on n'a pas remarqué, c'est qu'une telle accusation ne concerne pas le peuple en général mais seulement la classe particulière d'enrichis qu'on appelle les gros paysans, celle qui correspond à la classe financière dans les villes, et qui est précisément la faction égoïste et rapace du peuple des campagnes, véritablement triée [?] d'entre lui par ses affinités et ses aptitudes – Car c'est une banalité sans portée que de dire que tous peuvent s'enrichir. L'homme de lucre dans toutes les classes en trouve le moyen ; mais celui-là seul, le paysan enrichi, fit à la campagne ce que d'autres capitalistes faisaient ailleurs.

Oui, ceux qui avaient satisfait leur avidité sous l'Empire et qui craignaient à divers titres pour leur fortune et leur position, furent en général traîtres, perfides ou lâches. Ils eurent peur des bouleversements qui entraînent le soulèvement d'un peuple et ne songèrent qu'à acheter une prompte paix, sachant [13] bien que c'était ce qui leur coûterait le moins. Mais le peuple, qui n'a rien à perdre, comme on dit si bien, et qui devait pourtant la payer, cette paix, de ses sueurs et de sa misère, pourquoi n'eût-il pas été patriote ? N'a-t-il jamais prouvé qu'il savait être brave, et cela pour des causes moins nobles, mais mieux dirigées.

Outre son aversion, générale, contre ceux qu'il accusait de la ruine de la patrie, une autre preuve du sentiment calomnié de ce peuple me frappa. Ce fut de l'entendre, lui qui voulait si résolument la paix, répéter avec estime et reconnaissance le nom de Gambetta. Il en était de même chez les soldats, comme l'ont prouvé au 2 juillet les votes de l'armée. Pourquoi donc cette estime et cette reconnaissance si les efforts du ministre patriote n'eussent répondu au sentiment populaire ? Cette haine d'un côté, cet amour de l'autre, me paraissent prouver ce que j'avance, que le découragement du peuple et de l'armée en province ne vint pas de l'absence du sentiment national, mais de la conviction, trop justifiée, que tous les efforts seraient vains contre des causes qui depuis cinq mois entraînaient irrésistiblement la défaite. [coupure de journal] Accuser nos troupes d'indiscipline et de lâcheté, nos paysans d'une indifférence coupable [retour au ms.], c'est infliger à la France entière une flétrissure imméritée et prendre au mot des coupables, qui ne peuvent se disculper qu'en accusant.

◇<sup>36</sup> Le monde est organisé de telle sorte que ce sont en même temps ceux qui produisent les faits qui ont le privilège de les expliquer ; d'autre part ce qu'on nomme l'opinion se compose de gens à jugement court et prompt, volontiers convaincus par l'apparence. En regard de l'ignorance des campagnes, il y a l'ignorance des villes, brillante, vive, mais superficielle et hâbleuse. Le monde dit intellectuel vit trop en dehors des faits. Élite, dit-on de la société, il en est aussi la surface. [nouvelle coupure de presse] On y recueille les bruits qui

---

<sup>36</sup> Un peu plus de deux lignes largement raturées.

montent ; mais rarement on interroge ces profondeurs de la vie sociale où s'élaborent en silence les faits généraux. [*autre coupure*] Un jour vient cependant où la voix du peuple devient celle de l'histoire. Il n'écrit pas, lui, de belles phrases ; il ne prononce pas de discours retentissants ; il parle toutefois, et de ses voix innombrables il formule de toutes parts les mêmes plaintes, les mêmes accusations. [*retour au ms.*] Et son instinct ne le trompe pas. Si sa traduction est brutale, au fond, elle est juste. Oui, dans la guerre de 1870 à 71 la France fut trahie. Que ce soit à force d'incapacité, à force d'égoïsme, ou à la façon de Judas, le fait n'en est pas moins sûr. Parisiens, paysans, soldats, sans s'être entendus, tous à la fois, sentant qu'une force fatale, secrète, paralysait leurs efforts, ont tous jeté le même cri : Trahison ! Il a retenti d'un bout de la France à l'autre ; et s'il semble flétrir trop sévèrement les causes inconscientes, n'y a-t-il pas assez de faits dévoilés déjà qui le justifient ?

La France a succombé sous l'action d'une organisation profondément vicieuse et viciée, dont elle était sans doute responsable, mais seulement par l'ignorance trompée du suffrage rural. Elle a succombé parce que tout ce qu'elle possédait d'éléments impurs se trouvait, par l'effet d'un système, remonté à la surface, et la commandait. Ce que le sentiment national a fourni d'effort, de bonne volonté générale et de dévouements particuliers, eût suffi, sous une direction capable et probe à dominer une crise plus redoutable. Gambetta fit en de pareilles circonstances ce que pouvait faire un grand désir, mais individuel. Tout ce qu'il fit fut paralysé par l'élément auquel il s'adressait pour l'exécution.

De bons décrets, mais ce n'étaient hélas que des décrets, disent les patriotes de province, qui voyaient avec douleur toute ces mesures avorter, et toutes les intentions, tous les efforts du ministre réduits à néant par ceux qui étaient chargés de les réaliser.

L'action de Mr Gambetta a été fort diversement jugée : les démocrates du Midi le traitaient de formaliste et d'autoritaire et ont probablement raison ; la classe exploitante a jeté les hauts cris contre lui pour quelques révocations de fonctionnaires ; là était en effet le point sensible ; mais c'en était assez pour être rejeté des conservateurs, ce n'était pas assez pour sauver la France. C'est tout entier le personnel dirigeant qui devait être renouvelé, tant au civil que surtout au militaire. La bourgeoisie moyenne, de simples capitaines, lieutenants ou sous-officiers, intelligents et patriotes, eussent fourni des hommes en nombre suffisant. Mais il fallait les connaître. Était-ce facile ? Non sans doute. Possible, avec beaucoup d'activité et de décision, on peut le croire. Toujours est-il qu'entre lui et le peuple, entre les décrets et l'exécution, le ministre trouva cette classe égoïste, pourrie, cupide, qui arrêta tout !

[14] Dans les derniers jours de février, des employés de la gare m'apprennent avec mystère, qu'on se bat à Paris. La nouvelle m'étonne et me paraît demander confirmation – D'où savez-vous cela ? – Ce sont des voyageurs venant de Paris qui ont dit cela par la fenêtre, pendant l'arrêt du train.

Je vais interroger les journaux du département qui se vendent à la gare. Il y en a deux : l'un est celui de la préfecture et l'autre celui de l'évêché. Le premier fut bonapartiste ; le second<sup>37</sup> tout bonnement enrage contre la République et surtout contre Paris ; c'est du Veillot de province. Je regrette de n'avoir pu conserver quelques pages que j'emportai comme spécimen de haine et de fureur cléricales. Il fallait détruire ce nid de désordre et d'athéisme, il fallait en finir avec cette lie impure des faubourgs et les projets qu'on formait se révélaient assez par les regrets exprimés quant au passé : la leçon de juin 48 n'avait pas été assez énergique ! Enfin, c'était le massacre de la démocratie qu'on demandait ouvertement.

Qu'on songe qu'à ce moment, en réalité, Paris était calme, que rien ne justifiait des bruits, évidemment propagés à dessein et dont le journal qui parlait ainsi, ayant ses nouvelles journalières de Paris, savait bien la fausseté. Qu'on songe que ces bruits furent propagés en

---

<sup>37</sup> Le journal de l'évêché est le Courrier de la Vienne et des Deux-Sèvres. Pour le « journal de la préfecture », il s'agit du *Journal de la Vienne* qu'André Léo connaît d'autant mieux que son beau-frère Marcellin de Bonnal en a été quelques mois le directeur.

province de la même manière, par ces mêmes louches voyageurs, inconnus, soi-disant venant de Paris, pendant tout le courant de mars !

Quant à moi, qui avait emporté de Paris le sentiment fraternel que dans la douleur commune la pauvre grande ville envoyait à la province, en pénétrant de plus en plus ce complot de calomnies et de haines monarchiques, qui allait grossissant et s'amoncelant comme un orage, avec des grondements sourds, j'avais le cœur serré de pressentiments pénibles.

Vint l'odieuse épreuve du 1er mars<sup>38</sup>. On sait combien elle fut dignement supportée. Pauvre peuple ! à ce moment-là, tandis qu'au milieu de ses ennemis, je l'entendais accuser encore, lui qui avait tant souffert, et qui souffrait tant à ce moment-même, je sentis plus fortement combien je l'aimais. Ces indignations, ces angoisses, individuelles ou collectives, que je savais, que je devinais, je me reprochais presque de n'être pas restée pour les partager, et comme on accompagne un ami au supplice, j'aurais voulu être là. Pauvre chère ville, ce n'est point ainsi qu'on l'aime dans ses fêtes. On n'aime bien que dans la douleur et la foi commune. Il n'y a pour moi qu'un Paris, le moins connu, mais le meilleur, le plus vivant et le plus profond, celui du peuple.

Je le voyais, je voyais ces hommes francs, passionnés, croyants, que j'avais enfin appris à connaître pendant le siège, je les voyais dans cette nuit d'indignation et de tumulte, courir en foule au secours des canons, acquis des privations de leur misère et que, défiants à trop juste titre, ils ne voulaient pas laisser livrer aux Prussiens. Si terrifiants et si nobles dans leur rétrospective colère, que n'avaient-ils vu plutôt ? Cet emportement qui eût produit de grandes choses quatre mois auparavant, devenait bien dangereux. Ces canons, qu'on n'avait pas voulu tourner contre l'ennemi, hissés maintenant sur les buttes populaires, étaient tournés vers la ville centrale, vers la ville du luxe et des palais, des complots monarchiques, des spéculations infâmes et des lâchetés gouvernementales. C'était trop tard ; c'était mal venu ; c'était insensé ! Mais quoi donc ? On retient le peuple dans l'enfance, on lui reproche ses bévues, on le trompe indécentement et on lui reproche ses colères. C'est la justice du monde. Il faut même aussi qu'il expie les torts de ses maîtres. Mais il n'en pouvait être ainsi toujours.

Quand eut lieu le 18 mars, dont la nouvelle vint à la gare avant les journaux, tant de fausses rumeurs m'avaient rendue incrédule, je le fus, et surtout volontiers au sujet du meurtre des deux généraux<sup>39</sup>. – Eh bien, me dirent le même jour quelques paysans, vous voyez que les Parisiens ne nous laisseront jamais tranquilles. – Je répondis que j'attendais de Paris des nouvelles certaines, mais qu'en attendant je ne pouvais croire à l'assassinat des généraux [.]. – Oh, me répondirent-ils tranquillement, c'est pas là ce qu'ils ont fait de plus mal.

Je cite textuellement ce mot parce qu'il n'est pas individuel. Il me fut répété plus d'une fois. Il venait de cette haine dont j'ai parlé, contre les chefs militaires et d'une facilité en matière de justice sommaire qui rendrait le paysan autrement terrible que le peuple parisien, si la révolution égalitaire dans laquelle nous sommes entrés ne pouvait se résoudre pacifiquement. Il m'était dit par des gens, qui blâmaient alors Paris sur la foi des conservateurs, et qui ne le blâmaient et n'étaient avec les conservateurs que par amour de la tranquillité, autrement dit, de cet état de choses où le travailleur peut compter sur ses gains nécessaires. Du reste, déclarant qu'ils ne connaissaient rien à la politique, lorsque, me questionnant sur le siège de Paris, et montrant à cet égard un grand fond de scepticisme, ils m'entendaient flétrir [15] la conduite du gouvernement du 4 Septembre, ils s'en étonnaient un peu malicieusement : – C'est donc pas possible d'en avoir de bons ? Et pourtant c'est des républicains, et vous les aimez ?

– Oui mais, ce n'étaient point de vrais républicains.

– Ah ! ah ! que voulez-vous ?

---

<sup>38</sup> Défilé des troupes allemandes dans Paris.

<sup>39</sup> Lecomte et Clément-Thomas, fusillés par les insurgés le 18 mars.

Et ils secouaient la tête comme incapables de se reconnaître dans toutes ces finesses ; puis se hasardaient à toucher deux mots de l'Empereur.

– Dame, si c'est lui qui a fait la guerre, c'est bien vrai qu'il a eu tort, mais c'est tout de même sûr que de son temps, les choses n'allaient point si mal ; on trouvait son gagne-pain ; on vendait un bon prix ses petites denrées...

De grands esprits se moquent de cela et prennent en pitié cette bassesse. – Et de quel droit demander toujours [aux] hommes plus qu'ils n'ont reçu ? Leur laisse-t-on d'autre vie que la vie matérielle ? D'autre joie, d'autre intérêt que ceux d'obtenir par un travail acharné, de l'aube à la nuit, le plus simple nécessaire ?

Dans toutes mes conversations avec eux, cette année-là, une chose me frappe vivement ; c'est que le paysan est aussi apte à comprendre et accepter le socialisme qu'il l'est peu à s'intéresser à la politique. Ceci résulte d'ailleurs de sa nature, et de son sens net et positif, qui va droit aux résultats. Il ne s'agit ici de communisme, dont le paysan serait en effet très éloigné ; mais de socialisme réel et pratique. Il sent fort bien que les questions de personnes sont oiseuses et ne changent rien ; il ne comprend pas les effets d'institutions différentes et les questions d'ordre purement moral lui sont restées étrangères ; mais il comprend parfaitement que les fruits de la terre qu'il travaille devraient n'appartenir qu'à lui seul, et qu'il n'y a de redevance légitime que vis-à-vis de la commune ou de l'État, pour l'utilité générale des associés. Et quand cette idée-là sera répandue parmi eux, c'est alors que la société ancienne sera bien près de disparaître. On empêche sans doute, et l'on empêchera quelques temps encore que cette idée ne se répande, mais dans la société où nous sommes, c'est malgré tout une fragile barrière que le silence. On ne tue pas la parole.

Nous devions aller dans le midi<sup>40</sup>. Mais en voyant combien les causes de la capitulation de Paris étaient ignorées en province, je crus de mon devoir de les publier autant qu'il m'était possible, et je préparai des conférences que je devais faire à Limoges d'abord et ensuite peut-être en d'autres villes. Depuis le 18 mars d'ailleurs, sans que j'eusse pourtant la volonté de retourner à Paris, je ne pouvais me résoudre à mettre entre lui et moi 150 lieues de plus, et je restais là, attendant anxieusement les nouvelles de chaque jour. Mes enfants étaient impatients d'arriver au but de leur voyage ; je les laissai partir, me proposant de les suivre plus tard. Puis au cours des événements, quand je vis que toute conciliation avait échoué, que la lutte était fatale, voulue, je pris la résolution de retourner à Paris.

J'étais alors chez ma mère<sup>41</sup>, sur un autre point du département, où je retrouvais les mêmes ignorances et les mêmes accusations contre Paris, entretenues par la même haine aristocratique et cléricale. En même temps, le scandale de l'Assemblée allait croissant, mais seulement dans le pays lettré plus ou moins teinté de républicanisme et dans les grandes villes. Il était loin encore d'atteindre le peuple des campagnes, et celui-ci n'éprouvait que l'indignation, partout ressentie, de la révolte parisienne en face des Prussiens. C'était là en effet, ce fut l'arrêt de mort du mouvement communal, qui sans cette raison eût réussi. Raison aveugle, étrangère à l'élan de justice et de fierté qui saisit Paris contre un gouvernement ignoble et provocateur ; mais qui n'en était pas moins fatale. Il n'y avait partout qu'un moyen de l'éviter ; c'est que toute la France fût avec Paris ; car dès lors la chose se réduisait à un changement de gouvernement – auquel des Prussiens, menacés de voir se rouvrir la guerre, n'eussent trouvé mot à dire, dès qu'on eût accepté les engagements contractés [...] – C'est ce qu'espérèrent longtemps les radicaux unis aux révolutionnaires ; c'est ce que voulurent espérer tous ceux qui dans cette terrible crise sentaient le besoin d'un peu d'espérance. Mais l'aristocratie était là ; puis la légalité, la plus malheureuse et la plus inconséquente des rengaines de ce temps, mais qui sert d'étiquette à beaucoup de peurs et d'incertitudes [...] – En

---

<sup>40</sup> Dans le Tarn, chez les Barrau de Muratel et les Lemonnier. Contrairement à leur mère, les deux fils d'André Léo s'y rendent et évitent le Paris communal.

<sup>41</sup> Dans la maison familiale Béra, le Vieux Logis, à Champagné-Saint-Hilaire (Vienne).

dehors de l'exercice permanent de la souveraineté populaire par l'exercice permanent du suffrage, la légalité n'est qu'un mythe, ou pour mieux dire une mystification (du moment que par l'ignorance et la crainte [?] de l'électeur, elle est un mensonge). – Elle fut le prétexte de la province pour abandonner Paris, mais au fond, ce fut cette question des Prussiens qui glaça tout, et plus tard encore, ce fut la Commune elle-même, et tout ce qu'elle laissait [?] d'apparences à la calomnie.

Rien de plus déplorable au point de vue du succès de la démocratie en France que l'infatuation de la démocratie parisienne et son intolérance à l'égard de la province. Les élus de Paris à la Commune étaient précisément en majorité les hommes qui pouvaient le plus perpétuer le malentendu, et choquer l'opinion, et détacher même de la cause de Paris [16] cette bourgeoisie radicale qui s'y était tout d'abord associée avec élan. L'orateur énergumène des clubs, l'étudiant blanquiste, le jacobin qui fait de 93 son bréviaire, l'ouvrier poseur ou impressionnable qu'ils entraînent, tout affluait là, mêlé à des hommes dignes, sérieux, sincères, mais en moins grand nombre et à quelques conservateurs ou démocrates ambitieux qui jugeant la partie perdue, n'en voulant pas courir les risques, s'éclipsèrent immédiatement et sans penser au mal qu'ils auraient pu empêcher. Cette liste, je l'avoue, m'ôta toute espérance, et ne voyant plus d'autre issue au conflit que le massacre, désiré, préparé, de la démocratie parisienne, j'eus l'espoir, la volonté du moins, d'être utile à quelques-uns, à beaucoup peut-être au dernier moment. Puis en de telles crises, la neutralité me semble un triste parti. Je quittai ma mère pour aller prendre congé de l'amie chez laquelle j'avais passé le plus long temps de mon séjour<sup>42</sup>. Sans précédents, isolée dans un milieu tout différent, par le seul élan du cœur, et de son esprit de justice, elle partageait toutes mes sympathies.

– Je vais, lui dis-je, assister au massacre le plus épouvantable que l'histoire ait vu de longtemps. Juin 1848 n'en aura été que le prélude.

– Mais alors, tu dois rester, s'écria-t-elle, épouvantée.

Je la rassurai quant à moi, et ne voyais pas alors en effet que je dusse m'engager assez pour me trouver enveloppée dans la proscription. Je partis de Poitiers le 3 avril, non sans inquiétude sur les moyens d'entrer à Paris. Les trains, me disait-on s'arrêtaient à Versailles. Avant de partir, j'avais pu lire une affiche de Mr Thiers, où dans ce style qui suffira seul à faire comprendre à l'humanité future quelle fut la rage de l'agonie aristocratique, on apprenait à la province l'ouverture des hostilités avec Paris, et l'assassinat prétendu d'un parlementaire<sup>43</sup>. Cette affiche évitait de dire que Versailles avait attaqué. Mais c'était écrit entre les lignes.

Le train où j'étais alla cependant jusqu'à Paris, mais de plus en plus désert, et ce fut je crois le dernier. Un seul épisode me reste en souvenir de cette journée de voyage, assez caractéristique pour mériter d'être rapporté. Nous approchions de Tours ; le wagon où je me trouvais contenait deux femmes, plusieurs soldats et un commerçant, ou se disant tel. Celui-ci voulut savoir où chacun de nous se rendait, et s'émerveilla beaucoup que j'eusse l'audace d'aller à Paris. – Paris ! mais c'était un coupe-gorge ! Mais on s'y livrait à toutes les violences ; mais c'était un repaire de bandits !

Ne sachant s'il était ou non de bonne foi, je lui dis simplement qu'on l'avait trompé, que je connaissais Paris et m'y rendais sans aucune crainte.

– Comment ! mais il n'y a plus d'autre monnaie que des assignats. C'est ainsi que ces brigands dépouillent le commerce. On entre dans n'importe quel magasin et pour un chiffon de papier, on exige tout ce qui vous plaît.

---

<sup>42</sup> Emma Darbez (cf. supra).

<sup>43</sup> Peut-être s'agit-il du docteur Pasquier, médecin en chef de l'armée, tué à Courbevoie par les « fédérés » lors de la première offensive versaillaise le 2 avril. Dans *La Guerre contre Paris* (Paris, Aubier, 1998, p. 79), Robert Tombs écrit que « l'"assassinat" du docteur Pasquier devait rester l'un des grands thèmes de la propagande versaillaise », justifiant l'exécution immédiate de plusieurs prisonniers, et enclenchant un cycle de violence qui allait se prolonger jusqu'à la Semaine sanglante.

– Mr, lui répondis-je, encore une fois, on vous a trompé ; cela ne peut pas être.

– Je vous l'affirme. Vous venez de province et moi je viens de Paris. Je l'ai vu.

J'eus un mouvement d'indignation, et le regardant en face, je lui dis : Je viens de province et vous dites venir de Paris ; j'affirme pourtant que cela n'est pas.

Il resta un moment interdit, puis il se remit, et voyant qu'il avait affaire à un adversaire résolu, il essaya de nouer conversation avec les soldats et de les mettre de son côté.

– Vous savez ce que ces gueux-là ont fait de vos généraux, leur disait-il ? Ils en ont tué deux et retiennent Chanzy en prison.

– Ma foi, Mr, lui répondit un des soldats, nos généraux ne valent pas grand chose et ce n'est pas dommage.

Notre homme ne s'attendait pas à pareille réplique. Il descendit bientôt après. Je causai quelque temps avec les soldats, qui, licenciés, retournaient chez eux. Ils me répétèrent en d'autres termes ce que m'avaient dit tant d'autres.

– Mais enfin, leur disais-je, quoi donc ; est-il possible que parmi ces gens-là, il ne se soit pas rencontré un homme, un patriote ?

– Je n'en connais qu'un, me dit l'un d'eux, qui aurait mieux fait que les autres, s'il avait pu.

– Qui donc ?

– L'amiral Jaurès<sup>44</sup>.

À partir de Versailles, je ne me trouvai plus qu'avec des gens qui partageaient la cause de la Commune, et comme moi se rendaient à Paris sans crainte – mais peu nombreux [.] Nous descendîmes vers 3 heures du matin sur un quai désert et mal éclairé. Les salles étaient occupées par des gardes nationaux sombres et fatigués. C'était la nuit du 3 au 4 avril, lendemain de la déroute du Mont Valérien, veille de Châtillon.

#### **Annexe 1. [05v° (passage rayé)]**

Après le paysan, interrogez le soldat. Vous trouvez une conviction toute pareille.

Eh bien, légende à part, ils ne se trompent pas. Oui, tous les faits le crient et l'histoire de la province en s'ajoutant à celle de Paris, dévoile et rend évidente la conspiration réelle qui se trouve entre tous les monarchistes contre le salut de la France alliée à la République.

Victorieuse, la République était fondée ; pouvait-on permettre qu'elle le fût ? Pouvait-on obéir à des ordres signés Gambetta, et précédés, et suivis de formules républicaines ? Tout ce qui portait un nom digne de figurer sous l'Empire pouvait-il se mettre au service de tels croquants ? Et l'on aurait encouragé les paysans à se battre pour la République ? Allons donc ! Vu la misère croissante et les maux particuliers de la guerre et de la saison, la femme du député bonapartiste (une des plus épaisses colonnes du centre) qui habitait le pays où je me trouvais, avait cessé ses aumônes<sup>45</sup>. Il fallait bien que la République fût la misère et la ruine de la France s'arrangerait comme elle pourrait.

Ce qu'il fallait avant tout, c'était de préparer le retour de l'Empire. Si l'Empereur avait été vaincu, osèrent-ils dire à ces pauvres ignorants de l'histoire même dont ils portent le faix, c'est que les républicains l'avaient trahi (Car cette idée de trahison, il est à remarquer qu'elle fut donnée tout d'abord, fournie au peuple par les monarchistes et dirigée par eux contre les républicains. – NdA)

. C'étaient aussi les républicains, mensonge monstrueux, qui avaient forcé l'Empereur, indirectement, par leurs menées – à faire cette guerre. Ne fallait-il pas <>, en dépit de la

---

<sup>44</sup> Peut-être une allusion à Benjamin Jaurès (1823-1889), officier de marine (mais pas amiral avant octobre 1871), qui combat comme général dans l'armée de la Loire. On peut aussi penser à une confusion avec un officier de rang supérieur, l'amiral Jauréguiberry, qui servit lui aussi comme général dans l'armée de Chanzy, et s'y distingua.

<sup>45</sup> S'il s'agit bien de Lhonnaizé, le « député bonapartiste », retiré de la vie politique après Sedan, est Louis Évariste Robert de Beauchamp (1820-1894), châtelain de la Forge. Son épouse est Claire de Soubeyran (1834-1901).

vérité, de l'évidence même, que tout le poids des maux soufferts tombât sur la République et non pas sur la Monarchie, qui jamais assurément n'avait conçu un si grand danger – tant le sentiment du peuple était contraire à cette guerre insensée. Si l'on n'entreprend pas de dire à des clairvoyans qu'il fait nuit en plein midi, pourquoi pas à des aveugles ? Et si gros, si absurde que fût le mensonge, pourquoi les monarchistes s'en seraient-ils gênés, puisque le gouvernement de la République ne faisait rien pour les démentir, et leur laissait comme auparavant les populations livrées ?

Il n'y a aucune exagération à dire que tout l'avenir de la République et dans cette crise celui de la France, se résolut pendant ce premier mois, ces premiers 15 jours, pendant lesquels le gouvernement, soi-disant républicain, s'obstina à laisser le peuple des campagnes dans les mêmes influences qui l'avaient gouverné pendant l'Empire. La partie était admirable ; il ne s'agissait que de la poursuivre. L'impression du fait sur le moment fut puissante, et complète. Les paysans ne pouvaient s'empêcher de reconnaître [nouvelle coupure de journal] que l'empire les avait trompés en leur donnant la guerre, après leur avoir promis la paix et ils en voulaient à Napoléon III et regrettaient leurs oui du plébiscite.

Dans cette disposition, quand ils auraient à peine pardonné la victoire, ils ne pouvaient pardonner la défaite, et la République n'avait, pour être acclamée qu'à répudier les hommes et errements du régime déchu ; pour être bénie, qu'à témoigner d'une vraie sollicitude pour les intérêts populaires [*retour au ms.*] Le paysan aime la justice, même un peu sommaire. On aurait ouvert une instruction contre les bonapartistes concussionnaires et contre les députés qui avaient voté la guerre sans s'informer de l'état des forces militaires ; on aurait frappé de fortes contributions ces auteurs de la ruine publique, le paysan aurait dit : c'est bien. Le procès [*fin du passage rayé*]

**Annexe 2. Un exemple de page retravaillée, la p. 10, avec deux extraits du *National*, l'un formant « paperole ».**

